

DEVANT LA MONTÉE DES LUTTES
PARTANT DE LA BASE, UNE NÉCESSITÉ :

**Se lier aux masses pour avancer
vers des succès décisifs** P.3

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boîte Postale 134, Paris-20°
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE N° 32
JEUDI 30 OCTOBRE 1969

A BAS LES TRAITRES

DU POUVOIR FANTOCHE DU LIBAN !



PALESTINE VAINCRA !

(Voir page 12)

UNE SEMAINE DE LUTTES



PROLONGEMENT DES LUTTES

- **HUTCHINSON A CHALETTE (LOIRET)** : dans la nuit de dimanche à lundi, 500 C.R.S. donnent l'assaut au bastion tenu par 40 ouvriers qui occupent l'atelier depuis le 8 octobre. Dans de nombreux ateliers un débrayage a eu lieu mardi après-midi contre la mise à pied de 33 ouvriers et la demande de licenciement de 10 délégués du personnel C.G.T. L'action se poursuit pour exiger la réintégration immédiate des camarades sanctionnés arbitrairement et pour nos justes revendications.
- **CHAUSSEON A ASNIERES (SEINE)** : 300 travailleurs des ateliers mènent l'action par des débrayages depuis le 1^{er} octobre pour leurs revendications.
- **RENAULT AU MANS** : 110 travailleurs des traitements thermiques sont en grève depuis 8 jours pour une augmentation horaire de 0,80 F. La direction voulant briser le mouvement par des contraintes (lettres, visites à domicile, etc.), puis affectant de nouveaux embauchés à ces postes, c'est 700 travailleurs qui débrayent par solidarité le lundi 20 octobre en riposte aux menaces de la direction.
- **POCLAIN A COMPIEGNE, PLESSIS-BELLEVILLE, CREPY-EN-VALAIS ET VERBERIE** : depuis le 7 octobre, les débrayages se poursuivent pour les salaires.
- **USINOR A DUNKERQUE** : les lamineurs poursuivent leurs actions journalières dans l'unité depuis 5 semaines. Mardi 21 octobre, les travailleurs du service entretien et les programmeurs sur ordinateurs débrayent.
- **MINES DE FER DE LORRAINE** : la grève se poursuit contre les licenciements et pour l'augmentation des salaires.
- **ACIERIES DE POMPEY** : depuis le 16 octobre, les ouvriers du service des transports par rail sont en grève.
- **RHODIACETA A LYON-VAISE** : le mouvement de grève se poursuit.
- **SOCIETE METALLURGIEUE DE NORMANDIE A CAEN** : les débrayages se poursuivent. Vendredi 24 octobre en raison d'un licenciement, d'un manœuvre père de six enfants, les ouvriers manifestent leur juste colère contre les agents de la bourgeoisie en séquestrant deux ingénieurs et trois contremaîtres.
- **ENTREPRISE DE NETTOYAGE FAURE A LYON** : 122 ouvrières sont en grève depuis 8 jours pour leurs salaires.
- **PAPETERIES GRILLET ET FEAU A ERAGNY (VAL D'OISE)** : les ouvriers sont en grève depuis le 15 octobre pour leurs revendications.
- **SECURITE SOCIALE, CAISSE PRIMAIRE CENTRALE DE LA REGION PARISIENNE** : depuis plus de 10 jours, des milliers d'employés font grève pour l'amélioration de leurs salaires et de meilleures conditions de travail.
- **CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES, RUE VIALA, A PARIS** : troisième semaine de grève pour les 1 600 techniciens qui réclament de meilleures conditions de travail et des indices de salaire plus justes.
- **P. ET T. A NANTES ET A ROUEN** : troisième lundi de grève dans les centres de chèques postaux. Les actions se poursuivent dans les autres secteurs.
- **LYCEE TECHNIQUE DEODAT DE SEVERAC A TOULOUSE** : poursuite de la grève des repas par les 1 600 lycéens contre l'augmentation du prix de pension décidée par le ministère et contre l'insuffisance des repas.

LUNDI 20 OCTOBRE

- **S.N.E.C.M.A. A CORBEIL** : débrayages contre les 755 licenciements, pour la retraite à 60 ans et la diminution du temps de travail.
- **BERLIET VENISSEUX** : contre les cadences, débrayages des ouvriers de l'atelier « C.D.1 » (montage de cabines de camions).
- **USINE BATIGNOLLES A NANTES** : les ouvriers bloquent la nationale Nantes-Paris.
- **ENTREPRISE DES TRANSPORTS DROUIN A NANTES** : grève totale.
- **SERCEL (électronique) A NANTES** : grève contre le licenciement d'une employée.
- **COLLEGE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE L'ARC-EN-CIEL A TOULOUSE** : grève de la faim contre l'augmentation des prix des repas de 20 %.

- **ECOLE CENTRALE LYONNAISE** : grève de la faim de 6 élèves de 2^e et 3^e année contre deux exclusions, trois refus de diplôme et 13 mis en sursis.

MARDI 21 OCTOBRE

- **MERLEBACH EN LORRAINE** : après l'accident mortel du puit Cuvelette qui a fait 2 morts et 3 blessés, 5 000 mineurs se mettent en grève, pour les obsèques de leurs camarades victimes de l'exploitation capitaliste ; ils exigent une plus grande sécurité, de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires. Dans ce même puits, en 12 mois, sept mineurs ont été tués, dont 4 dans les 4 dernières semaines.
- **ERNAULT-SOMUA A CHOLET** : grève avec occupation des lieux de travail. Le directeur général et 2 directeurs de l'usine sont capturés et restent sous la garde des ouvriers jusqu'à leur accord sur les revendications.
- **ERNAULT-SOMUA A SAINT-ETIENNE** : débrayage pour les revendications.
- **BRISSONNEAU ET LOTZ A LA ROCHELLE** : grève générale des ouvriers et employés pour une augmentation horaire de 0,25 F et un rattrapage de 10 %.
- **DELLE-ALSTHOM A VILLEURBANNE** : grève pour les salaires, la mensualisation et la garantie de l'emploi.
- **S.I.G.M.A. A VENISSIEUX** : grève pour les salaires, la réduction du temps de travail, la garantie du pouvoir d'achat, la mensualisation et les droits syndicaux.
- **S.F.E.N.A. (Société Française d'Équipement pour la Navigation Aérienne)** : manifestation contre le chômage à l'hôtel Matignon et au ministère des Armées.
- **ENTREPRISE D'IMPRESSIONS ET DE CARTONNAGES A MONTREUIL** : 80 ouvriers cessent le travail pour leurs revendications.
- **ENTREPRISE DE MECANIQUE GENERALE A THANN** : 126 ouvriers en grève totale et illimitée.
- **S.O.P.E.L.E.M. A PARIS-20^e** : les débrayages se poursuivent.
- **PAPETERIES AUSSÉDA AUX MUREAUX (YVELINES)** : débrayages pour les salaires.
- **HOTEL SAVOY A LYON** : grève du personnel.
- **C.E.T. GALLIENI A TOULOUSE** : grève de la faim contre l'augmentation du prix des repas.
- **C.E.T. COLOMIERS A TOULOUSE** : grève de la faim contre l'augmentation du prix des repas.

MERCREDI 22 OCTOBRE

- **OMERA A ARGENTEUIL** : les ouvriers débrayent pour leurs salaires.
- **AIR-INDUSTRIE (ex-Bendix) A SAINT-OUEN, SAINT-DENIS, ANGOULEME, MONTLUÇON, THANN** : débrayages pour les salaires et la retraite à 60 ans.
- **ETABLISSEMENTS MILLIAT A LYON** : débrayages.
- **CHANTIERS S.G.T.B.A. A LA CHATRE (INDRE)** : débrayage.
- **ENTREPRISE MEUNIER A ISSOUDUN** : débrayage.
- **ECOLE DES BEAUX-ARTS A PARIS** : les étudiants manifestent leur haine au secrétaire d'Etat, Bernard Lafay. Sur les pancartes on pouvait lire : « Nouvelle société : vieille répression », « Austérité ? Pas pour tout le monde », « Trois morts par jour dans le bâtiment : c'est l'architecture bourgeoise ». Les forces de répression tentent de faire rentrer les manifestants dans l'école mais là, ils furent accueillis comme ils le méritaient, par des pierres et des planches.
- **SPERZET (FINISTERE)** : 200 exploitants agricoles s'élèvent contre le remembrement et arrachent les bornes mises en place pour délimiter les parcelles. Ces bornes arrachées ont été déposées à deux pas de la mairie.
- **GRENoble** : cinq étudiants révolutionnaires, 3 filles et 2 garçons, arrêtés et écroués. Contre la répression, pour la liberté d'expression, exigeons leur libération.

JEUDI 23 OCTOBRE

- **USINE RAMO (machines-outils) A NIORT** : 180 ouvriers en grève avec occupation des locaux.
- **ETABLISSEMENTS HUART A CHATEAUBRIAND (LOIRE-ATLANTIQUE)** : grève de 200 ouvriers qui bloquent le P.D.G. dans son bureau. Ils réclament une augmentation de salaire de 0,25 F de l'heure et une compensation à la réduction de la semaine de travail de 45 à 40 heures. Ferme décision des travailleurs : « Le P.D.G. ne sortira pas avant d'avoir donné satisfaction aux revendications ».
- **S.F.E.N.A. A COLOMBES, PUTEAUX ET NEUILLY** : débrayages.
- **S.E.M.E. (Société Européenne de Matériel Electrique) A MONTMORE (LOIRE-ATLANTIQUE)** : 800 travailleurs débrayent et bloquent la nationale 771 pendant une heure. Ils exigent le respect des accords signé le 10 octobre portant sur le 13^e mois.
- **RENAULT-BILLANCOURT** : grève d'une demi-journée suivie par 15 000 ouvriers.
- **SAINT-GOBAIN A THOUROTTE (OISE)** : débrayages des ouvriers des services continus pour les 40 heures sans diminution de salaires et le 13^e mois.
- **KUONN A RANTIGNY (OISE)** : débrayage pour les salaires, la diminution des heures de travail, puis occupation de l'usine avec piquet de grève.

- **IMPRIMERIE S.U.I.G. A MONTREUIL** : grève pour une augmentation horaire de 0,50 F.
- **PAPETERIE DE LA CHAPELLE A SAINT-ETIENNE-DU-ROUVREY** : débrayages de 2 heures.
- **ECOLE DES BEAUX-ARTS A PARIS** : las de s'entendre répondre « La question est à l'étude », une trentaine d'étudiants accompagnés d'une vingtaine d'enfants occupent 300 m² des bureaux de l'administration. Ils réclamaient une crèche à l'école.
- **LYCEE JULES-FERRY A PARIS** : élèves, professeurs et parents d'élèves protestent contre la mauvaise organisation des cours. Les élèves n'ont pas assisté à leurs cours ce jeudi matin.
- **PIERRELATTE (DROME)** : 500 commerçants empêchent un contrôle fiscal dans une scierie. Les commerçants venaient de Pierrelatte, Bourg-Saint-Andéol, Montélimar, Bollène, Vaison-la-Romaine et Bagnols-sur-Cèze.
- **HARDY (travaux publics) A VITRY** : grève d'une demi-journée.
- **SOCIETE GENERALE (siège du Trocadéro) A PARIS** : débrayage pour le paiement d'une prime.
- **BLANCHISSERIE DE GRENELLE A ISSY-LES-MOULINEAUX** : grève illimitée pour une augmentation de salaire horaire de 0,50 F.

VENDREDI 24 OCTOBRE

- **MOULINEX A CAEN** : grève sur le tas du personnel des ateliers plastiques et fils électriques. La direction licencie 28 grévistes.
- **METALLURGIE LYONNAISE** : débrayages dans plusieurs usines, Brossette à Oullins, Delle à Villeurbanne, S.M. à Igny, Câble de Lyon, Société Nouvelle des Ateliers de Vinissieux, Montabert à Saint-Briest.
- **USINE AZOTE ET PRODUITS CHIMIQUES DE TOULOUSE** : contre les licenciements, les ouvriers et cadres bloquent pendant 1 heure la nationale 20.
- **PREMIER CYCLE D'ETUDES MEDICALES DU CENTRE DE MONTROUGE** : grève des étudiants pour l'abrogation de l'arrêté du 26 septembre qui annule l'expérience pédagogique du centre de Montrouge et institue une sélection inacceptable. Ils demandent également la réintégration des 187 redoublants affiliés au C.H.U.-Cochin.
- **UNITE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE COCHIN A PARIS** : grève des étudiants contre la sélection et pour une formation médicale sérieuse.

DIMANCHE 26 OCTOBRE

- **A PARIS** : des anti-impérialistes brisent les vitres de la banque Rothschild, rue Pillet dans le 9^e, et brisent les vitrines du journal ultra-réactionnaire « L'Aurore » aux cris de « El Fath vaincra » et « Le fascisme ne passera pas ».

SOUSCRIPTION NATIONALE
A L' "HUMANITÉ-ROUGE"

		Francs
TOTAL PRECEDENT		58 539,81
Un étudiant Censier	Paris	50,00
C.D.H.R. fac de Vincennes	Paris	100,00
C.D.H.R. Saint-Maur	Paris	132,00
S. C.	Bordeaux	20,00
C.D.H.R.	Bagneux	100,00
C.D.H.R.	Boulogne	
	Billancourt	50,00
C.D.H.R. Assas (octobre)	Paris	200,00
Anonyme (au Phénix)	Paris	3,00
C.D.H.R.	Le Mans	22,00
C.D.H.R.	Caen	10,00
C.D.H.R.	Toulouse	164,00
C.D.H.R.	Nantes	60,00
C.D.H.R.	Paris-5 ^e	100,00
U. J.	Saint-Brieuc	130,00
C.D.H.R.	Paris-20 ^e	800,00
P. A.	Rungis	5,00
A. R.	Guingamp	5,00
C.D.H.R.	Tours	10,00
Anonyme		6,60
C.D.H.R. Eugène-Varlin	Paris	300,00
Un vieux cheminot communiste	Miramas	15,00
C. E.	Paris-10 ^e	40,00
C. F. (Pour continuer la lutte de Marius Borget)		10,00
C.D.H.R.	Versailles-sud	85,00
C.D.H.R.	Poitiers	100,00
Une lectrice d'H.R.	Rouen	100,00
TOTAL GENERAL		61 057,41

POMPIDOU mis à la porte de l'Ecole Centrale

Le vendredi 17 octobre, Pompidou, Guichard et Galley voulaient inaugurer en grande pompe avec les anciens élèves de l'école (une des principales mafias au sein du patronat), les nouveaux locaux de l'Ecole Centrale à Chateaufort-Malabry. Ce n'est pas par hasard, si Pompidou a choisi une grande école pour remettre les pieds dans l'université : il est essentiel en effet pour la grande bourgeoisie de montrer qu'elle contrôle parfaitement ce secteur, où se forment des ingénieurs, futurs chiens de garde, maillon important dans l'exploitation de la classe ouvrière.

Les délégués C.G.T. du personnel de l'école refusèrent toute action qui, disaient-ils « était de nature politique, puisque, qu'on le veuille ou non, Pompidou avait été élu démocratiquement par le peuple français » (sic). Jusqu'à quelle énormité et quelle capitulation mène le révisionnisme !

Le groupe U.N.E.F. écarta tout d'abord la proposition révisionniste capitalarde et démobilisatrice de quitter l'école et de se contenter de participer à un meeting à l'extérieur, organisé à la résidence universitaire d'Antony contre la venue de Pompidou, en

abandonnant l'école à tous ceux qui ont intérêt à ce que de futurs ingénieurs restent dociles, prêts à servir la bourgeoisie dans son exploitation de la classe ouvrière.

En fait, dès l'arrivée de Pompidou, malgré l'importante mobilisation policière et les risques certains de répression ultérieure, les huées des élèves couvrirent les applaudissements et Pompidou entra dans l'amphithéâtre, où les discours allaient être prononcés, sous les cris de « Pompidou-Rothschild ». Puis la sortie des laboratoires s'effectua avec les slogans « Pompidou, valet des banques » et « austérité, pour qui ? ». Sous les huées, le directeur de l'école et les personnalités de l'industrie complètement blêmes entraînèrent Pompidou au pas de course et le reste de la visite fut considérablement écourtée.

Cette gifle infligée à la bourgeoisie à l'intérieur de l'un de ses fiefs, dont il lui est capital de conserver le contrôle, montre qu'un certain nombre d'élèves en Grande Ecole ont pris conscience du rôle de chien de garde que la grande bourgeoisie veut leur faire jouer et refusent d'être des valets militants H.-R. de l'Ecole Centrale

Préparez
activement
la vente
de masse
du n° 34 !

De nombreux C.D.H.R. nous ont fait parvenir leurs commandes. Les prévisions confirment les possibilités d'une augmentation sensible de notre diffusion militante. Que les C.D.H.R. retardataires nous précèdent sans tarder le nombre d'exemplaires qu'ils désirent recevoir.

En avant pour le renforcement de la diffusion de l'Humanité Rouge !

ÉDITORIAL

Répetons-le. De semaine en semaine le processus d'aggravation de la crise générale du capitalisme se poursuit. Les contradictions de toutes sortes s'exacerbent. Les économistes bourgeois eux-mêmes s'affolent et prévoient une « dépression » plus profonde et plus dévastatrice que celle de 1929. La réévaluation du Deutschmark porte un nouveau coup au Marché commun et à l'Europe verte en les déséquilibrant un peu plus. Les conditions objectives de nouvelles vagues révolutionnaires s'accumulent sans cesse, l'augmentation du nombre des luttes dans tous les secteurs annonce leur passage imminent à un niveau supérieur, leur bond qualitatif.

Par-delà les positions de principe des marxistes-léninistes qui savent que l'électoratisme ne comporte aucun caractère décisif pour l'avènement de la révolution prolétarienne et par-delà les divergences fondamentales qui les opposent à la ligne sociale-démocrate de Michel Rocard, l'élection du secrétaire général du P.S.U. contre le candidat du pouvoir, l'ex Premier ministre Couve de Murville, n'est pas sans enseignements. Elle prouve à tout le moins que l'électorat révisionniste ne tient pas compte des vastes campagnes des dirigeants du P.C. » F. contre le « gauchisme », véritable ou inventé, lorsqu'il s'agit de livrer bataille, si illusoire soit-elle, à quelque représentant de la politique réactionnaire du pouvoir au service des monopoles.

Ce fait est d'autant plus significatif que le P.C. » F., son quotidien « L'Humanité » et ses cellules locales se sont gardés de tout soutien concret au candidat P.S.U. après l'avoir violemment combattu au premier tour, au risque de favoriser l'élection du candidat U.D.R.

Les résultats de ce scrutin attestent au surplus d'un décalage dans le niveau de la prise de conscience des masses populaires entre la région parisienne et la majeure partie de la province, où cinq candidats de la réaction ont été élus députés, au rabais d'ailleurs, dès le premier tour, deux semaines plus tôt.

Pour l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire, ce décalage mérite toujours une grande attention depuis qu'il se manifesta, avec quelles graves conséquences, lors de la Commune de Paris, et révéla sa persistance près d'un siècle plus tard, en mai et juin 1968.

Une telle constatation n'est d'ailleurs pas contradictoire avec le caractère général de la montée des luttes en de nombreuses régions du pays.

Aussi la question essentielle à laquelle se trouvent confrontés les marxistes-léninistes reste-t-elle plus que jamais celle de leur liaison avec les masses en mouvement. Comment mieux en présenter les aspects tactiques que dans les lignes suivantes reçues d'un de nos lecteurs, communiste et syndicaliste riche d'une vieille expérience de militant ouvrier.

S'exprimant au sujet du travail de l'avant-garde marxiste-léniniste dans une des plus grandes villes de France, il écrit : « ...Ici la situation reste caractérisée par l'importance de la proportion des intellectuels (souligné par lui). » Il fournit des chiffres précis qui établissent un pourcentage de 12 ouvriers environ pour 100 militants, et poursuit : « Bien qu'il y ait eu amélioration, le sectarisme et l'indifférence pour les conditions de vie des masses restent préoccupants.

Bien sûr, en paroles, tout le monde est d'accord sur le fait que « les conditions subjectives retardent sur les conditions objectives... », mais, dans la pratique, ces « conditions objectives » sont encore insuffisamment mises en relief et retournées contre la bourgeoisie et les traîtres.

De fait, nous sommes jeunes et inexpérimentés dans la lutte pour les salaires, les 40 heures, contre les cadences et contre les brimades. 1. Souvent dans nos tracts de comités de base, la partie critiquant le ou les syndicats occupe presque autant de place que la dénonciation de l'exploitation capitaliste. A mon avis, c'est erroné parce que maladroit : quelques lignes précises et dures sur le fond, mais modérées dans l'expression, suffisent pour exécuter les syndicats. Sans quoi, les travailleurs nous considèrent seulement comme d'habiles destructeurs des syndicats, puisque nous sommes encore incapables dans la majorité des cas de

déclencher nous-mêmes, sous notre direction, les luttes qui détruiront toute ambiguïté.

2. Par ailleurs, la tendance à mélanger les traîtres confédéraux et fédéraux avec les militants de base existe encore. Elle présente bien plus d'inconvénients que d'intérêt (sauf cas exceptionnels de « bonze » dans les grosses usines). Car, si les travailleurs sont facilement convaincus que « les délégués ne font pas grand chose », ils ne sont pas d'accord quand, accidentellement, nous lançons en vrac des accusations contre la C.G.T. de collaboration de classe, en oubliant de distinguer les militants de base, sincères mais trompés, alignés sur une ligne défaitiste : « les ouvriers ne comprendraient pas... ou ne sont pas prêts... » (!), etc., militants qu'il nous appartient de regagner.

3. Une autre tendance erronée persiste, qui consiste à ignorer les autres syndicats en ne dénonçant exclusivement que la C.G.T. Cette attitude contribue à « convaincre » les militants de base du vieux Parti que nous sommes des anticommunistes « habiles ». Et bien sûr ils le disent autour d'eux. Donc, à mon avis, il faut consacrer l'essentiel, les neuf dixièmes de nos tracts de comités de base à dénoncer d'abord l'ennemi principal et donc à appeler à la lutte contre l'exploitation capitaliste.

Parfois même les dix dixièmes ! C'est suivant les conditions particulières de l'usine. De toute manière, un tract présentant un caractère de classe poussé est une dénonciation implicite, mais efficace, du réformisme et du révisionnisme, même s'il n'en parle pas.

En revanche ce sont nos feuilles rouges, publiées sous l'égide de notre avant-garde marxiste-léniniste, qui doivent apporter des explications claires et convaincantes de la trahison du P.C. » F. (R.) et de la C.G.T...

Beaucoup de nos camarades ne connaissent du centralisme démocratique que sa définition théorique ou sa caricature. La plupart viennent de l'ex-U.J. * et du mouvement de soutien **, où ils ont absolument confondu, dans les faits, les notions d'avant-garde et d'organisation de masse. En fait, ils viennent de loin ! Leurs erreurs théoriques, fruit de leur nature de classe, les conduisaient à des erreurs et confusions organisationnelles graves, telle l'illusion du mouvement fleuve surgi de l'action exemplaire et enfantant à son tour une avant-garde. L'attitude actuelle des jeunes militants de la « gauche prolétarienne » s'explique à partir de telles idées

fondamentalement erronées. On en arrive à exalter l'action exemplaire d'un « commando », en ne lui donnant naturellement comme base politique et organisationnelle que celle d'un tel « détachement ». Ce qui permet de rejeter ensemble et la nécessité d'un Parti, et celle d'organisations de masse !

En d'autres termes, ces militants, si sincères, dévoués et courageux soient-ils, ignorant ou refusant la règle d'un Parti, pratiquant « La révolte anti-autoritaire », restent souvent incapables de discerner les formes multiples, mais de même nature fondamentale, de l'organisation et de la lutte de masse.

Ici, nous en traînons encore quelques séqueles, bien qu'en voie de disparition. Les « C.D.P. » ** ne parviennent pas à s'implanter parce que nous ne cessons d'apporter les explications indispensables à la jeunesse... »

La préoccupation de notre correspondant est, comme on le voit, profondément liée à la question fondamentale de la liaison avec les masses, c'est-à-dire en définitive de leur direction révolutionnaire conséquente.

Au moment où les ouvriers de la plus grande entreprise de France, la Régie Renault, ainsi que ceux de nombreuses autres usines, se préparent activement à la lutte, en dépit des manœuvres de freinage ou de diversion voulues par les dirigeants révisionnistes, il est très important que les marxistes-léninistes apprennent mieux chaque jour comment rester au niveau réel des masses, ni trop en avant, ni derrière. Ne croyons surtout pas qu'il s'agit d'une question facile ! Seule une pratique prolongée et sérieuse permet d'éviter les erreurs « de gauche » ou « de droite » dans la conduite des masses.

Savoir surmonter ces défauts est une condition indispensable et décisive si l'on veut s'assurer quelque succès en entraînant et dirigeant les travailleurs vers la victoire contre l'ennemi de classe, le patronat et l'Etat à son service.

Que partout s'engage donc la discussion collective sur les formes de lutte, sur les questions de tactique avec comme objectif la réalisation du « Tous ensemble et en même temps » !

* U.J. : Union des Jeunesses Communistes Marxistes-Léninistes, organisation dissoute le 12 juin 1968. Mouvement de soutien aux luttes du peuple : mouvement créé et contrôlé par l'U.J.C.M.L., mouvement économiste et spontanéiste.

** « Cause du Peuple », journal de la Gauche Prolétarienne.

Abonnez-vous...

Nom	abonnement ordinaire :
Prénom	20 F pour 6 mois
Adresse	40 F par an
.....	abonnement de soutien :
	40 pour 6 mois
	80 par an
	abonnement pour
	l'étranger (par avion) :
	120 F par an

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
30226.72 Centre La Source

DÉSORMAIS, AVANT DE SPÉCULER, VOUS ÊTES TENUS DE DONNER UN PRÉAVIS DE 5 JOURS !!!



KROL

Les personnels des Services de la Recherche passent à l'action

Le vendredi 10 octobre après-midi, chercheurs, techniciens, administratifs, ouvriers, femmes de ménage, etc., ainsi que des enseignants, au nombre d'environ 4 000, ont manifesté pendant deux heures au voisinage de la Bourse du Travail, à Paris, dans le cadre de la journée d'action contre le plan de redressement dans la recherche scientifique.

Par exemple, les crédits de fonctionnement du 4^e trimestre, provenant de l'enseignement supérieur, sont réduits de 40 %. La direction du C.E.A. de Saclay (15 000 personnes) prévoit le licenciement de 20 % des effectifs. Le plan de redressement est l'occasion ou le prétexte pour faire passer comme à la S.N.C.F. ou aux P.T.T. tout un train de mesures au profit des capitalistes ; par exemple, les trusts Matra et Dassault seront désormais directement associés aux opérations de l'I.N.A.G. (centre de recherche où, l'on s'en souvient, une longue grève avait eu lieu à la fin de l'année dernière).

Deux faits saillants dans cette manifestation : 1) la mobilisation, la volonté de lutte des participants ; 2) le travail de sabotage, la trahison d'un certain nombre de dirigeants révisionnistes des syndicats, plus évidente que jamais.

1) La mobilisation a été importante : 4 000 personnes, ce qui ne s'était pas vu jusque-là dans les manifestations de la recherche scientifique ; et ceci, malgré une mauvaise préparation d'ensemble, qui s'est manifestée par l'absence presque complète de travail de mobilisation dans certains grands centres de recherche. (A Orsay, le meeting tenu à la demande de certaines sections et militants du S.N.C.S. et du S.N.E.-Sup fut un succès. Le seul point à regretter fut le manque de concertation avec certaines sections progressistes — du S.N.P.C.E.N. entre autres — qui craignaient d'assister comme d'habitude à un meeting contrôlé par les révisionnistes, et ont tenu des meetings séparés).

Combativité des manifestants. Au début, les manifestants étaient désorientés par l'absence (voulu) de mots d'ordre et de direction de la manifestation. Mais au moment de la dispersion, bon nombre refusèrent de se disperser. Puis à l'appel de dirigeants progressistes du S.N.C.S., ils reprirent en manifestant le chemin de la Bourse du Travail, scandant : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat », et chantant l'Internationale.

2) Le second trait saillant a été les manœuvres de sabotage répétées des dirigeants révisionnistes, allant jusqu'à la trahison pure et simple.

Dans la préparation de la manifestation, on a pu assister un peu partout à des sabotages délibérés ou non, dus à la ligne de démobilitation suivie par de nombreux syndicats (direction nationale du S.N.T.R.S.-C.G.T. Page, du S.N.E.-Sup Innocent, F.O., etc.). Non seulement nous avons à faire face aux manœuvres conscientes de sabotage — par exemple, le P.C.F. laissait filtrer quelques jours avant la manifestation déjà décidée le bruit que « rien n'était encore décidé », mais aussi à une dégenérescence touchant des militants honnêtes et désireux de lutter.

Mais c'est dans la manifestation même que la trahison s'est manifestée avec une évidence particulière, et ici c'est bien les révisionnistes qu'on doit incriminer en tout premier lieu. Juste avant la manifestation, le secrétaire du comité de coordination des syndicats, Page, S.N.T.R.S.-C.G.T., nia les accords formels conclus auparavant entre les divers syndicats ; il avait tout simplement barré certains de ces accords sur le cahier des comptes rendus ! Puis, au moment où le cortège se formait, il communiqua l'itinéraire prévu à la police, de façon à se faire notifier que la manifestation était interdite, et déclara alors que « dans ces conditions, on ne pouvait plus manifester » ; la protestation des dirigeants du S.N.C.S. et du S.N.P.C.E.N. aboutit à un compromis (opportuniste) au terme duquel on manifesterait jusqu'au premier barrage de police. En réalité, le S.N.T.R.S.-C.G.T. était dès le début décidé à se contenter d'un meeting ou d'une manifestation symbolique ; Page avait d'ailleurs loué par avance une salle, contenant au plus 500 places !

La colère contre la trahison des révisionnistes se concrétisa dans un meeting de dénonciation dans la Bourse du Travail, meeting au cours duquel la direction du S.N.C.S. révéla tout ce qui s'était passé dans les coulisses et que les manifestants ne connaissaient pas encore.

Quel bilan tirer de cette journée d'action ?

Tout d'abord, il faut noter que 4 000 personnes, c'est une petite minorité par rapport à l'ensemble des travailleurs de la recherche de la région parisienne, mais c'est une minorité avec qui il faudra compter. Il y a un net progrès dans le niveau de conscience, en particulier sur les points suivants :

— les travailleurs de la recherche se rendent de mieux en mieux compte que dans la « défense de la recherche », il doit s'agir avant tout de la défense de leur droit à travailler, de la défense de leurs propres intérêts, et en priorité de ceux qui sont les plus défavorisés, les plus menacés par le plan d'austérité, et non des « intérêts supérieurs de la recherche ». Ils refusent de se battre pour les patrons, de servir de masse de manœuvre pour l'inscription de Projets au V^e ou au VI^e Plan.

Les mots d'ordre qui apparaissaient étaient : « A bas l'austérité ! Pas un seul licenciement ! ».

— en même temps, ils dénoncent de plus en plus les patrons de recherche, directeurs et doyens réactionnaires qui jusqu'ici, tout en torpillant la lutte, étaient protégés par le P.C.F., votre considérés comme les « défenseurs naturels du personnel » ;

— enfin, les travailleurs prennent conscience que pour faire échouer le plan d'austérité, il faut une lutte résolue. Ils font de moins en moins crédit à ceux qui veulent limiter les formes d'action à des appels à l'opinion publique, à des prises de position de hautes personnalités scientifiques, à des grèves de 24 heures...

Le sabotage de la journée d'action par les révisionnistes contribuera à éclairer les travailleurs sur la ligne de démobilitation suivie par la direction du P.C.F. et de la C.G.T. ; ceux qui nourrissent des illusions sur un gauchissement de la C.G.T. doivent déchanter. En fait, tous ceux qui veulent réellement lutter doivent s'unir, s'organiser et ne doivent absolument pas compter sur les révisionnistes pour diriger leur lutte.

A la Mutualité Agricole (Marseille) : les travailleurs rejettent la baguette des briseurs de grève

Si nous exposons, aujourd'hui, l'expérience des militants du syndicat C.F.D.T. de la Mutualité Sociale Agricole des Bouches-du-Rhône, nous n'oublions pas un instant que Decamps et Ségué (comme leur pale complice Bergeron) ont été cosignataires avec Pompidou de l'accord de trahison de Grenoble. Nous n'oublions pas davantage la responsabilité conjointe des dirigeants réformistes de la C.F.D.T. (et de F.O.) avec les chefs révisionnistes de la C.G.T. dans le sabotage des grèves actuelles.

Mais l'élimination politique de l'influence de ces complices du pouvoir des monopoles est une entreprise de longue haleine. Nous ne parviendrons à un tel résultat que si nous utilisons toutes les possibilités de nous lier aux masses, si nous amenons les travailleurs les plus combattifs à partager notre analyse et à rejeter toute illusion sur les organisations syndicales existantes en tant que moyens de mener victorieusement la lutte de classe.

La Mutualité Sociale Agricole des Bouches-du-Rhône compte, à Marseille 121 employés (dont une très forte proportion de personnel féminin) et une cinquantaine de cadres. Avant mai 1968, il existait un syndicat C.G.T. regroupant la majorité absolue des employés et une partie des cadres, ainsi que des syndiqués F.O., C.G.C., etc., de toutes façons très minoritaires.

Le climat qui régnait dans cette boîte peut être caractérisé par un fait : il n'y avait jamais eu, jusqu'alors, de comité d'entreprise.

Aussi la surprise fut-elle grande dans les milieux patronaux, lorsque ce personnel, jusque-là si « patient », vota, le 20 mai 1968, au soir, la grève générale illimitée, avec piquets de grève actifs et efficaces.

Les patrons, constatant la solidité du mouvement, concrétisée par l'existence d'un solide comité de grève, vinrent assez vite à composition. Il faut dire que le niveau des salaires à la C.M.S.A. était tel que la satisfaction des revendications des travailleurs ne leur posait aucun problème, puisqu'elle n'avait aucune incidence sur les charges des exploitants agricoles.

Aussi, après quelques atermoiements, le conseil d'administration et les représentants des grévistes signèrent un protocole d'accord comportant trois points :

— primes de technicité ;
— alignement du coefficient des cadres sur ceux de Paris ;
— mise en vigueur d'une formule d'avancement dans chaque emploi.

Cet accord, qui se traduisait par une augmentation moyenne de 10 %, fut conclu au lendemain des accords de Grenoble, mais se heurta néanmoins aux manœuvres dilatoires des autorités de tutelle. Cela entraîna la poursuite du mouvement.

Dès lors, la suite était prévisible :

— le 30 mai, de Gaulle menace, tout en offrant aux dirigeants révisionnistes du P.C.F. et de la C.G.T. une sortie hono-

rable, sous forme d'élections législatives. Immédiatement, la C.G.T. et le P.C.F., suivis par les autres centrales syndicales et partis politiques « de gauche », s'engouffrent avec soulagement dans l'issue électorale offerte par le pouvoir des monopoles.

Le P.C.F. lancera le mot d'ordre de « reprise du travail après satisfaction des revendications essentielles de la classe ouvrière » (ce qui signifie sans doute qu'il existait des revendications superflues) ;

— le 6 juin. Volte-face du Conseil d'administration de la C.M.S.A., qui dénonce les accords signés le 28 mai. A ses yeux, sans doute 10 % d'augmentation moyenne des salaires, c'était encore au-dessus des fameuses « revendications essentielles ». Malgré ce durcissement qui ira jusqu'à l'intervention de la police, le refus de recevoir les délégués et la menace de licenciement collectif, personne ne reprendra le travail, pendant tout le mois de juin. Mieux, le comité de grève contre-attaquera, réfutant publiquement les allégations et menaces des patrons (conférence de presse, articles, etc.) ; pour briser cette résistance unanime des travailleurs le patronat et le pouvoir bénéficieront d'un concours, à vrai dire inattendu. Celui des bonzes C.G.T.

Déjà, dès le début du mois, les responsables fédéraux C.G.T., ainsi que ceux de l'U.D., soucieux de préparer un climat d'apaisement en vue des élections législatives, avaient organisé le silence autour des grévistes de la C.M.S.A. Si ceux-ci bénéficièrent cependant du soutien de nombreux travailleurs, ainsi que des étudiants révolutionnaires, ce n'était certes pas grâce à la C.G.T.

Mais, ce boycott de fait ne suffisait pas, les bonzes nationaux C.G.T. dépêchèrent sur place le 27 juin un « délégué national », qui discuta directement avec les employeurs les conditions d'une reprise « honorable », sur la base des « accords de Varennes », remouture de ceux de Grenoble.

Dès le 28, il s'efforça d'obtenir, par-dessus la tête des responsables syndicaux, la reprise du travail, sur la base de ces fameux accords.

Echec : le personnel se prononça pour la poursuite de la grève à 80 %.

Mais, compte tenu de l'effritement organisé du mouvement sur le plan national, et afin de préserver leur unité, les grévistes, la rage au cœur, reprenaient le travail le 3 juillet, après 42 jours de grève. L'intervention du « délégué national » C.G.T. s'était traduite par les conséquences suivantes :

— aucune journée de grève payée ;
— douze licenciements.

Pour leur part, les grévistes estimèrent non sans raison que :

— leur grève conserva toutes chances de réussite tant qu'elle fut menée par le comité de grève élu par eux ;
— l'intervention de la fédération C.G.T. eut pour résultat de briser la grève.

REPRESSION DU GOUVERNEMENT

GRENOBLE : DES MONOPOLES SUR LA JEUNESSE

Samedi 10 octobre, un groupe de militants de Cause du Peuple et de Ligne Rouge distribuait des tracts sur la Chine. Attaqués par la police en civil, ils résistent. Il s'ensuit une bagarre violente. D'autres flics arrivent en renfort. Huit arrestations (deux seront relâchés rapidement, et un sera mis en liberté provisoire).

Cinq restent toujours incarcérés et ne seront pas jugés avant mi-novembre.

Dans la nuit du 21 au 22 octobre, trois militants de Cause du Peuple (C.D.P.) et deux anarchistes sont arrêtés alors qu'ils affichaient, puis emprisonnés. Des perquisitions ont été effectuées à leur domicile.

VALENCE :

117 techniciens supérieurs se mettent en grève pour que leur statut d'étudiants reconnu en théorie le soit dans la pratique, c'est-à-dire pour que le restaurant de la M.J.C. soit reconnu pour eux, restaurant universitaire. Le recteur Niveau ferme les six classes pour toute réplique.

Notre tâche de marxistes-léninistes est de défendre tous ceux que le capitalisme monopoliste opprime.

Nous tiendrons nécessairement compte, dans la lutte contre la répression, de l'expérience que nous avons (en particulier à Grenoble) des pratiques erronées de C.D.P. et de Ligne Rouge. C'est notre devoir de marxistes-léninistes.

Des amis de H.R. de Grenoble.

Confrontés à un tel résultat, ainsi que devant les menaces des bonzes de l'U.D.-C.G.T. à l'encontre des dirigeants du syndicat, les travailleurs C.G.T. de la C.M.S.A., à l'exception d'une dizaine d'éléments (comme par hasard les moins combattifs) se solidariseront avec leurs responsables, et quittant en bloc la C.G.T., fondèrent une section syndicale C.F.D.T. Cela n'impliquait, de leur part rien d'autre que la volonté de se donner un moyen de s'organiser de façon autonome, sur la base des enseignements du mouvement de mai.

Cette section syndicale, qui représente la majorité absolue du personnel, et regroupe les éléments les plus résolus, est une arête dans la gorge des patrons et un « point noir » pour les bonzes C.G.T.-briseurs de grève.

Déjà, elle a réussi à s'opposer pratiquement à la mise en place d'un soldisant « comité d'entreprise » bidon où les cadres auraient été représentés à raison de un délégué pour 27 et les employés de un pour 40 seulement.

La complicité des organisations syndicales minoritaires qui allèrent jusqu'à présenter une liste unique n'empêcha pas le boycott de l'élection au C.E. par beaucoup plus de 50 % du personnel, et ce, malgré les pressions de certains cadres...

Quant aux révisionnistes et autres réformistes, ils s'embourbent sans cesse davantage dans la collaboration de classe, ainsi qu'en témoigne l'accord transactionnel signé avec le Conseil d'administration de la C.M.S.A. le 13 mars 1969.

L'article 3 de cet accord, signé par les représentants de la C.G.T., de F.O. et de la C.G.C., stipule en effet :

« ... Les responsables des organisations syndicales... acceptent que les avantages résultant d'un premier franchissement des échelons prévus à l'article 13, paragraphe 4, de la Convention collective de travail à titulaires multiples des 19 juillet 1967 et 21 juin 1968 ne prennent effet qu'au 1^{er} juillet 1969 et renoncent à toute nouvelle action revendicative au regard de l'avantage unilatéralement consenti par le Conseil d'administration... »

Sans commentaires !

Mais, au cours de la grande lutte de mai-juin 1968 et depuis, les travailleurs de la C.M.S.A. ont appris, grâce à une dure expérience, à distinguer ceux qui les servent de ceux qui les trahissent.

Dans cette boîte, rien ne sera plus jamais comme avant. Et quelles que soient les manœuvres des appareils confédéraux de toute étiquette, ils entendent à l'avenir préserver leur unité, réalisée pour et dans l'action, et faire prévaloir envers et contre tout, la volonté de la base.

Ségué et compagnie peuvent se répandre en invectives contre les travailleurs les plus conscients, baptisés « gauchistes » en l'occurrence, ils ne pourront empêcher l'extension de la révolte de la base, comme à la C.M.S.A. en juin 1968. Et c'est cela qui causera leur perte.

SUR LE FRONT OUVRIER

P.T.T. 15^e : les leçons d'une grève

Durant le mois de septembre, les postiers du 15^e ont fait grève pour imposer leurs revendications que la direction repoussait depuis plusieurs semaines.

Il est temps encore d'en tirer les leçons.

Les revendications :

— Amélioration des conditions sanitaires : les employés du tri travaillent dans des locaux vétustes, prévus pour un petit nombre d'employés et réclament un système d'aération.

— Augmentation des effectifs : avec la rénovation du 15^e, le nombre d'habitants ne cesse d'augmenter, le volume du courrier aussi, mais pas le nombre des postiers ! Un facteur qui, en 1967, avait 19 arrêts dans sa tournée, en a maintenant 29 dans le même temps (soit une augmentation de 50 %). Les cadences du service de tri augmentent dans la même proportion. De plus, en faisant faire des heures supplémentaires (grâce aux bas salaires) la direction fait fonctionner les services sans embaucher d'effectifs.

— Fusion des trois services de distribution : imprimés, lettres et mandats, pour supprimer des inégalités actuelles ;

l'organisation du travail en système capitaliste...

— Aménagement des horaires et diminution du temps de travail : début du service à 6 h 30 au lieu de 6 h 15.

Pour les Télécoms sortie à 20 heures au lieu de 21 heures et 2 jours de repos tous les 15 jours.

1^e La direction des P. et T. lésine sur l'augmentation des effectifs. Les employés sont surchargés de travail, les usagers reçoivent leur courrier avec du retard. Début 69, les timbres ont été augmentés de 10 centimes pour améliorer l'organisation des P. et T. Les travailleurs des P. et T. et les usagers attendent toujours les fameuses améliorations. L'augmentation des timbres est un nouvel impôt indirect qui ne sert ni les travailleurs ni les usagers des P. et T.

2^e La grève des postiers, comme celle des roulants de la S.N.C.F. et des employés de la R.A.T.P. remet en cause

— Sous la pression et le mécontentement des travailleurs de Paris 15, la C.G.T. s'est vue obligée de déclencher une grève illimitée et sans préavis. Ce que les postiers n'avaient pu obtenir par un mois de « dialogue », ils l'ont arraché par 4 jours de grève... Les pos-

tiers du 15^e ont fait l'expérience que seule l'action unie et résolue des travailleurs fait céder les patrons.

— Mais certaines revendications n'ont pas été satisfaites :

- les 2 jours de repos consécutifs,
- fermeture des télécoms à 20 h.,
- début de la journée à 6 h 30.

Car ces revendications n'étaient pas propres au 15^e mais concernent tous les postiers. C'est par la lutte de l'ensemble des travailleurs des P. et T. que ces revendications pourraient être satisfaites.

Or qu'ont fait les directions syndicales pour unifier la lutte des postiers dans toute la France ? Loin de chercher à unir tous les bureaux de poste elles se sont efforcées de maintenir la lutte sur le plan local et même sectoriel, lorsque la grève était voulue par la base, tout en ouvrant la soupape de sûreté de la grève de 24 heures qu'un grand nombre de travailleurs considèrent comme une grève-bidon. Les syndicats n'ont pas joué leur rôle de coordination et de direction nationales de la lutte.

Bien plus, lundi à 14 heures, premier jour de grève, au cours d'un meeting, un permanent de la fédération C.G.T. des P. et T. conseille aux postiers tout bonnement de reprendre le travail, pendant que lui irait dialoguer avec la direction...

— Les syndicats ont appelé à la reprise du travail alors que seules étaient satisfaites les revendications purement locales et au moment même où d'autres bureaux se mettaient en grève (Paris-Brune, Limoges). Ils se sont ainsi opposés à la généralisation du mouvement de grève des postiers, qui seule pourrait aboutir à la satisfaction des revendications les plus importantes.

L'unité des travailleurs : La réduction du temps de travail, le retour aux 40 heures, la lutte contre la hiérarchie des salaires, la réduction de l'intensité du travail et des cadences sont des revendications qui concernent l'ensemble des travailleurs du secteur privé comme du secteur public. Il ne faut pas pour autant négliger l'importance des luttes menées, remettant en cause les conditions de travail propres à une entreprise donnée, d'autant plus que ces luttes servent d'exemple à tous les travailleurs pour réaliser l'unité de combat la plus large. Donc pour cela ne pas mettre l'accent sur ce qui divise les travailleurs (grèves strictement locales) mais au contraire sur ce qui les unit : les revendications d'ordre général.

La lutte est payante, pas les paroles ! L'unité de tous les travailleurs est nécessaire face au patron !

Extrait de « La Dépêche Rouge », Journal du Comité d'Actions Postiers.

Foulon, Paris-20^e :

pour une défense efficace des travailleurs

Dans un tract distribué la semaine dernière, la section syndicale C.G.T. de l'usine Foulon, faisant allusion au passage aux prud'hommes de Martine Michel, ne tient pas à revenir sur les détails de cette affaire.

Pourquoi cette attitude d'un syndicat qui prétend défendre les travailleurs ? Pourquoi craint-il de revenir sur cette affaire qui a provoqué le licenciement de Martine, au moment où nous apprenons que les Ets Foulon ont appelé aux prud'hommes, c'est-à-dire qu'ils refusent de lui payer son indemnité de licenciement. Tout ce que la C.G.T. est capable de conseiller aux travailleurs, c'est « dans n'importe quels événements, aussi graves soient-ils, de rester calmes, dignes, corrects ! » (comme le dit le tract de la C.G.T.).

Le résultat de cette attitude du syndicat a été le renvoi pur et simple de Martine sans compensations, jusqu'à nouvel ordre et le renforcement de l'exploitation pour les autres travailleurs et travailleuses :

- interdiction de parler ;
- augmentation des cadences ;
- renforcement de la dictature des chefs et contremaîtres.

Un syndicat qui défend réellement les travailleurs aurait dû :

1. — soutenir Martine et ne pas dire qu'elle avait commis une faute grave : en se révoltant contre les conditions de travail inhumaines (particulièrement comme c'était le cas un jour de grande chaleur) et en disant la vérité (exploitation des ouvrières et ouvriers de Foulon), Martine n'a commis une faute grave que pour le patron et pas pour les ouvriers.

2. — Mobiliser l'ensemble des travailleurs de l'usine, au lieu de se contenter de « parlementer » (comme le dit le tract de la C.G.T.) avec le patron, ou plutôt

d'essayer ; les délégués auraient dû passer dans tous les ateliers pour faire débayer et réunir une assemblée générale pour empêcher l'expulsion de Martine. Alors seulement « la direction aurait compris le fond des choses » (comme le dit le tract de la C.G.T.).

Oui, le syndicat aurait pu empêcher le licenciement de Martine, mais s'il ne l'a pas fait, c'est qu'il n'a jamais joué le rôle de défenseur des travailleurs.

Depuis sa création en mai 1968, son activité s'est réduite à la vente de cartes et de timbres. Les réunions se tenaient secrètement sans que les ouvriers sachent de quoi on y parlait. Même les revendications les plus élémentaires n'ont pas été satisfaites.

Il n'y a toujours qu'un vestiaire pour 4 en pleine saison, pas de réfectoire, pas de douches, pas assez de w.c., aucune condition de sécurité dans le travail (encombrement des ateliers, pas de protection contre les machines), etc.

Ces revendications ne seront satisfaites :

— que si les travailleurs ne font plus confiance à des délégués qui ne les défendent qu'en paroles ;

— que s'ils osent riposter du tac au tac, même atelier par atelier ;

— que s'ils s'organisent en dehors des syndicats existants, en se regroupant dans des comités de base, syndiqués et non syndiqués, français et immigrés, comme dans des centaines d'entreprises en France (S.N.C.F., R.A.T.P., Renault, Citroën, Vitho.).

On a raison de se révolter ! Travailleurs français et immigrés, tous unis !

Unité à la base et dans l'action.

Comité de diffusion de l'Humanité-Rouge du 20^e arrt.

Cléon (Renault) : la C.G.T. brise la lutte

A Cléon, la semaine dernière, du lundi au mercredi, un mouvement massif a eu lieu, mais a été brisé.

Lundi la C.G.T. fait débayer un département pendant trois heures, faisant tout son possible pour que la grève ne s'étende pas. Mais elle gagne d'autres départements et devient illimitée. Des défilés dans les ateliers ont lieu, malgré l'opposition de la direction C.G.T.. Un début

d'occupation d'usine a lieu, qui est aussi saboté au mieux.

Mercredi, lors d'une assemblée générale, la C.G.T. est obligée d'accepter un vote sur la continuation de la grève. Plus des 3/4 des votants se prononcent pour une grève illimitée avec occupation d'usine.

Alors, montrant son mépris de la volonté des travailleurs, la C.G.T. prétextant

MARSEILLE :

Sécurité Sociale : Manœuvres des dirigeants C.G.T.

Le personnel des caisses de Sécurité sociale et des Allocations familiales des Bouches-du-Rhône est mécontent, et le manifeste depuis quelque temps déjà par des grèves dans divers services (guichetiers des Caisses primaires, techniciens de la Caisse régionale...).

Un courant se dessinait, à la mi-octobre, en faveur d'une grève générale.

Les syndicats C.F.D.T. et F.O., qui représentent à eux deux environ 70 % du personnel, s'y résignaient, par opportunisme, à condition que la C.G.T. « marche » elle aussi.

Alors que les autres syndicats revendiquent (ce qui est déjà fort modeste) une augmentation de la masse salariale de 10 %, avec 18 % à la base et 3 % au sommet, la C.G.T., se faisant une fois de plus l'avocate inconsciente de la hiérarchie revendique, elle « une augmentation de 10 % des salaires », ce qui accroîtrait encore l'écart entre les employés de la base et les cadres.

Mais il y a mieux ! Les dirigeants C.G.T.-révisio de la Sécurité sociale, habituellement si discrets, ont passé tout leur temps à faire les couloirs afin de détourner les employés de l'idée d'une grève.

A titre d'exemple, voici un extrait du tract qu'ils ont distribué au personnel le 14 octobre :

... Il est clair que tout dépendra de l'action, mais « non pas d'une action décidée en haut, mieux encore, décidée sur les marches du ministère du Travail comme une poignée de gauchistes entendait nous y contraindre, mais sur le lieu du travail même, en faisant jouer à plein la démocratie ouvrière ».

« Il va de soi que notre fédération n'entend en aucun cas s'associer à

un mot d'ordre de grève, et encore moins de grève générale illimitée, lancée sans aucune consultation du personnel et sans tenir compte de la combativité de celui-ci. »

« C'est pourquoi, nous avons refusé, comme on voulait nous y contraindre, de décider ou de fuir décider par les quelques 100 employés de la Sécurité sociale (et quelques éléments étrangers à la profession) d'une grève générale illimitée touchant l'ensemble du personnel, soit plus de 100 000 employés. »

Pour cela, chacun d'eux consultera, dès ce soir, ses syndiqués, contactera, dans la journée les autres organisations syndicales en vue d'organiser une Assemblée du personnel.

Car c'est avec lui seul que la C.G.T. entend décider les meilleures formes d'action à mettre en œuvre pour exiger l'ouverture immédiate de véritables négociations.

Tout y est, même le couplet sur la « poignée de gauchistes » (où ça ? A F.O. ?) et même les « véritables (?) négociations ».

Quand F.O. et la C.F.D.T. sont contre l'action, les révisio en prennent prétexte pour justifier leur propre inaction. Mais quand, poussés par leur propre base, ces organisations réformistes en viennent, à leur corps défendant, à envisager une grève, les bonzes révisio ne veulent plus les connaître. « C'est avec le personnel seul, que la C.G.T. entend... », etc. Ils espèrent bien que la partie la moins combative du personnel les aidera à juguler les velléités revendicatives de F.O. et de la C.F.D.T.

Bonzes inamovibles et jaunes ingérissables, unissez-vous contre les gauchistes ! Tel semble être le nouveau mot d'ordre des dirigeants du syndicat C.G.T. de la Sécurité sociale.

que ce n'était qu'une minorité qui voulait la grève (comme si nous devions attendre que même les jaunes et le S.A.R. se décident) et que des cars de C.R.S. étaient à Saint-Aubin, se retire purement et simplement. Vu le manque d'organisation actuel des éléments combattifs, elle savait que cela équivalait à briser le mouvement.

Le lendemain : tracts du P.-C.-F. et de la C.G.T. dénonçant les aventuristes gauchistes minoritaires (!), en bref, se désolidarisant complètement des grévistes des trois derniers jours.

Surlendemain : mise en confiance par cette dénonciation, la direction peut frapper : déjà six licenciements connus, et un nombre énorme de sanctions, dont de nombreuses mises à pied.

Quant à la riposte syndicale, on ne la vit pas beaucoup se manifester le vendredi.

Ainsi, chaque fois que la lutte est menée plus résolument que ne le veut la C.G.T., celle-ci adopte sa tactique de dénonciation au service du patron.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

TIRANA

Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
6 h	
16 h	
17 h	
19 h	sur 31 et 42 m ;
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

UNITÉ A LA BASE

Hausbergen (cheminots) :

les syndicats bradent la lutte

Le 9 octobre, les agents d'exploitation d'Hausbergen se mettent en grève à 21 heures (ayant été lancée par les syndicats soumis à la pression de la base). Jeudi soir, les travailleurs sont décidés à poursuivre la grève jusqu'à ce que la direction cède, la base est décidée. Il faut continuer la lutte : ce jour-là, les travailleurs sortent de leur condition d'esclaves modernes, et retrouvent leur dignité d'homme.

Les salaires de misère, les cadences de travail, les congés qui sautent, c'en est trop.

La direction de la S.N.C.F. augmente de plus en plus le travail au triage de Hausbergen en déchargeant d'autres triages comme celui du port du Rhin : la direction supprime treize postes de travail ; les travailleurs en font les frais. Avec le brouillard, on ne voit plus les wagons, on n'entend même plus les hauts-parleurs. On risque de se faire écraser chaque jour. Risquer sa vie pour 720 F par mois, c'en est trop ; les jeunes travailleurs quand on leur a enlevé les 120 F de chambre, la sécurité sociale, la retraite, les impôts, il ne reste pas grand-chose de ces 720 F. Avec l'augmentation des cadences de travail, avec la surcharge, les agents d'exploitation ne peuvent prendre que onze jours de congé sur les 28 prévus pour l'année ; sur les 21 jours « compensatoires » les travailleurs ne peuvent en prendre que cinq ou sept.

Quand aux travailleurs immigrés, ils sont encore plus mal lotis. Les patrons leur payent leur voyage pour venir en

France, mais pas pour repartir. Ils vivent dans des baraquements où on gèle l'hiver, et où l'on transpire l'été, et quand la direction n'a plus besoin d'eux, elle les licencie. Jeudi soir, ils le disent clairement, nous ne sommes plus des esclaves, nous continuerons la grève !

Non aux salaires de misère, non à la suppression de 13 postes de travail. Nous demandons la création de nouveaux postes, nous voulons effectivement les 28 jours de congé pour une année.

Mais tout le monde ne l'entend pas ainsi, et en particulier ces messieurs des syndicats. En effet, la veille, un représentant de la C.G.T. déclare à Radio-Alsace-O.R.T.F. (une radio qui n'a jamais défendu les intérêts des travailleurs) que la C.G.T. a proposé un nouveau plan de roulement et qu'il ne comprend pas pourquoi les agents d'exploitation faisaient grève. D'autre part, le lendemain, un communiqué de la direction de la S.N.C.F. publié dans « Les Dernières Nouvelles d'Alsace » (quotidien local au service de la réaction) annonce que : « Les études de réorganisation du travail dans cette gare ont abouti après discussion avec les représentants élus du personnel et les représentants des organisations syndicales au comité mixte d'établissement, à proposer de mettre à l'essai une nouvelle organisation du travail comportant la suppression de 13 postes sur un effectif total de 350 agents. » Ainsi pour la C.G.T., défendre les intérêts des travailleurs, c'est se mettre d'accord avec la direction pour « supprimer 13 postes de tra-

vail (affectés au cadre de réserve) afin d'améliorer les conditions de travail (sic). Compréhension qui voudra. Ne serait-ce pas pour améliorer la « rentabilité » de la S.N.C.F. ?

Au meeting (vendredi 10 au matin à 10 heures), les discours des orateurs se succèdent... On dirait des vedettes : les discours de Werlé (secrétaire fédéral C.G.T.-Cheminots), de Obser (secrétaire fédéral de la C.F.T.C.), de Wangen (secrétaire fédéral de la C.F.D.T.) cachent les mêmes intentions, brader la lutte des travailleurs. Le bonze de la C.G.T. explique la « concession importante » de la direction faite au cours des négociations à 16 h 30 alors que la grève n'avait pas commencé, que les travailleurs n'avaient même pas exprimé leurs revendications ; cette concession, les pontes des syndicats présents la veille au soir à 21 heures n'avaient pas voulu la divulguer aux travailleurs montrant ainsi leur attitude méprisante envers les agents d'exploitation. Le bureau-crate explique que la direction a reconnu que le G5, groupe d'études pour établir les plans de roulement, ne fonctionnait pas, et la direction a accepté la création d'une commission mixte composée de « spécialistes » des chemins de fer, de représentants du personnel et de représentants syndicaux, cette commission serait chargée de réexaminer les plans des roulements, le travail de nuit, les congés ; la première réunion aurait lieu le 1^{er} novembre. La voilà la concession importante de la direction. Mais il y a pis, la C.G.T. présente le transfert des 13 postes de travail au cadre de réserve comme une autre importante concession de la direction ; en fait, 337 agents feront le travail de 350. La création de 6 à 10 postes à la manœuvre, de 6 à 8 postes d'encadrements lâchée par la direction finalement permet à notre bonze d'expliquer habilement que cela fait 15 + 13 postes de créés (ne nous y trompons pas, un transfert, ce n'est pas un nouveau poste).

Les syndicats acceptent les miettes, bradent la lutte essayant de montrer que la direction a cédé sur tous les points. Dans l'assemblée, des travailleurs leur répondent : « Les promesses, on n'en veut pas, nous voulons des actes. » Mais ces messieurs, cravatés, parlant bien, ces pontes qui ne veulent rien entendre, ils démolissent les travailleurs, accaparant la parole, ils jouent les briseurs de grève : « Pensez donc aux camarades qui ont du mal à joindre les deux bouts » (alors qu'ils devraient soutenir les travailleurs en lutte), « pensez donc que la direction si on continue la grève, va faire de la propagande contre les travailleurs, elle dira : on fait des concessions, ils les refusent » (comme si le patron ne faisait pas tout pour briser la lutte des travailleurs). Leur attitude de collabos (pour la C.F.T.C. et la C.F.D.T.) et de réformistes (pour la C.G.T.) n'est pas nouvelle ; ce n'est pas de la mollesse passagère...

A Hausbergen, les camarades de la base sont vite écoeürés par ces messieurs qui se disent leurs représentants, qui font tout pour morceler les grèves et les éparpiller ; les camarades de la base sont tellement écoeürés qu'une bonne partie d'entre eux sort au moment du vote sur la reprise. C'est aux travailleurs eux-mêmes défaits et écoeürés par leurs dirigeants de construire le syndicat qui saura les écouter et se mettre au service des masses.

Ne comptons plus sur les promesses de la direction, seule la lutte paye !

Développons la solidarité de tous les travailleurs français et immigrés syndiqués ou non-syndiqués !

Prenons-nous mêmes nos affaires en main !

Organisons-nous en comités de base !

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

Plus que jamais, unité à la base et dans l'action !

Correspondant H.-R.

Deberny-Peignot :

où mène la collaboration de classes...

Le 14 octobre 1969

Ce journal est fait par des ouvriers de chez Deberny-Peignot. Il se donne pour mission de dénoncer tout ce qui se passe dans l'entreprise.

Il se propose également d'essayer d'apporter des solutions et des orientations.

Deux conceptions de lutte s'affrontent

Lors de la dernière assemblée générale du personnel, un rapide tour d'horizon de la situation à la rentrée, après la dévaluation, nous amena à mettre sur pied une série de revendications.

Rappelons-en les principales :

— 50 centimes/heure pour tout le personnel.

— Situation des travailleurs défavorisés (rattrapage des bas salaires).

— Inclusion d'une partie de la plus-value dans le salaire de base.

La première réunion avec la direction, comme on pouvait s'en douter, ne donna, en gros, rien de positif, cela restait à discuter (...).

Quant à la deuxième, elle n'aura pas lieu : un délégué, dont nous avons à maintes reprises dénoncé l'active collaboration de classe n'était pas là. De plus, il garda les documents qui devaient servir pour la discussion. Il se permit d'ajouter des revendications sur le cahier (point 117 avec examen), qui n'avaient pas été discutées auparavant et de surcroît où l'ensemble des délégués n'étaient pas d'accord. Quant à la grille des salaires (nécessaire pour notre deuxième revendication au sujet des travailleurs défavorisés) elle n'était pas élaborée.

Cela allait un peu trop loin. Il faut juger ses façons d'agir. Outre le sabotage pur et simple de nos revendications (voir ci-dessus), il lui est notamment reproché :

— ses manières d'agir bureaucratiques ;

— son manque d'informations vis-à-vis des délégués et des ouvriers.

— le fait d'aller fréquemment et seul devant la direction ;

— sa collaboration de classe : il fait entre autre l'apologie de la participation.

Pour une raison tactique nous nous devons de garder sous silence momen-

tanément certains de ses agissements, mais un jour ou l'autre il aura des comptes à rendre ! Voilà où nous mène le meilleur exemple de la bureaucratie syndicale, de la collaboration de classe et de tout ce que cela comporte !

Alors que sur le plan national de nombreuses entreprises sont en lutte alors que des milliers d'ouvriers sont mobilisés pour obtenir une revalorisation de leur salaire, alors que chez Deberny-Peignot les revendications sont élaborées démocratiquement et posées à la direction, alors que les 50 centimes sont l'enjeu de l'affrontement direction/personnel, alors qu'à ce moment surtout toutes les énergies doivent être concentrées, un délégué, l'asticot dans le fruit, fait échouer tout l'appareil revendicatif.

En effet, à maintes reprises démasqué, dénoncé, acculé, à la veille de s'expliquer sur ses actes, ce traître en appelle au syndicat, et convoque le comité intersyndical pour « régler les différents au sein du collège des délégués et du comité d'entreprise » (...)?

Pour sauver la face, dans un esprit d'individualisme et de fierté bien mal placée il n'hésite pas à laisser tomber toutes les revendications des travailleurs. Et, non content de ce travail destructif, il amène (on peut dire racole) les plus réactionnaires, ceux-là même qu'il dénonçait avec force pour leur manque de combativité !

Il faut que cela cesse !

Exigeons immédiatement, après le comité intersyndical (qui aura lieu le 16 octobre), une assemblée générale du personnel.

Afin de régler une fois pour toutes ces magouilles.

Afin d'élaborer immédiatement un plan d'action.

Pour l'aboutissement de nos revendications.

50 centimes pour tout le monde.

Chassons les traîtres et les collaborateurs de nos rangs !

Renforçons le comité de base.

Prenez contact avec nous par l'intermédiaire des diffuseurs à la porte de l'entreprise.

Tous unis, nous vaincrons !

Extraits de
« Informations Deberny-Peignot. »

Férodo (Amiens) :

le Comité de Base lutte contre un licenciement

Les faits : jeudi 9 septembre, 11 h 40. Le chef du personnel, son adjoint, le chef d'atelier du contrôle Gatlneau, le gardien chef, un gardien vont « voir » le camarade Jacques Robert : « On veut voir ce qu'il y a dans votre placard ». Notre camarade a demandé des explications et a voulu se faire assister d'un délégué syndical. Il n'en a trouvé aucun : tous ces messieurs étant au tapis vert à Paris. N'importe comment le chef ne voulait pas de délégué : « le délégué n'a pas à venir car on ne vous accuse de rien ». C'est à se demander alors pourquoi on a fouillé notre camarade ! Celui-ci a laissé faire, il était bien obligé. Tous ces flics du patron avaient été inquiétés par un tract du comité de base distribué le matin.

Peut-être espéraient-ils que J. Robert, qui était soupçonné d'appartenir au comité de base, aurait des tracts dans son placard. Manque de pot, il n'y avait pas de tracts. Notre camarade n'avait que des journaux politiques. Alors les cinq messieurs, car il était venu à cinq (des fois que le camarade se serait rebellé), ont emmené le camarade chez le patron.

Le chef a dit que les journaux étaient interdits en France (ce qui est absolument faux), et qu'ils étaient interdits dans l'usine ! « On va vous donner votre compte ». Le camarade Robert a eu beau donner des arguments, on n'a rien voulu savoir. Il a été licencié immédiatement, de peur que toute l'usine soit ameutée. Le patron a préféré lui payer le préavis tout de suite.

Tout cela est illégal.

1. Le patron n'a pas le droit de fouiller.

2. Il n'a pas le droit de licencier quelqu'un qui a des journaux dans son placard. Ce n'est pas un motif valable pour un licenciement.

POURQUOI LE PATRON FAIT-IL CELA ?

Le patron a utilisé tous ces faux prétextes contre le camarade J. Robert pour le licencier. Mais ce ne sont que des prétextes.

J. Robert est soupçonné de faire partie du comité de base, et le patron a une peur bleue du comité de base. Les mouvements précédents (lutte contre les cadences, contre les licenciements) ont montré que le comité est de plus en plus puissant. La tension monte dans l'usine.

Il n'y a pas qu'à Férodo que le patron a peur. Dans toutes les usines du coin, les patrons s'affolent : ils ont peur que le conseil ouvrier d'Amiens, celui d'Albert, et tous les comités de base aient des adhérents dans leurs boîtes et font organiser des fouilles. Ainsi, à Dunlop le patron a fait fouiller les voitures et même les sacs de mobylettes sous prétexte qu'on avait volé une table !

Les patrons ont peur des révolutionnaires : voilà la réalité.

Contrairement à ce que disent les dirigeants de l'U.D.-C.G.T., les camarades du comité de base et du conseil ouvrier ne sont pas des amis du patron et du gouvernement. Sinon pourquoi un peu partout en France les patrons licencieraient-ils des gens soupçonnés d'adhérer à de telles organisations ?

QUE DOIVENT FAIRE LES OUVRIERS ?

Un licenciement abusif, illégal comme celui-ci ne doit laisser personne indifférent. Cette mesure arbitraire peut frapper tout ouvrier qui a l'air plus ou moins contestataire.

Il ne faut pas laisser faire cela, sinon le patron va en prendre l'habitude et licenciera pour un oui pour un non.

Il faut réagir !

— Halte aux licenciements illégaux !

— Exigeons la réintégration du camarade Jacques Robert !

— Halte aux méthodes fascistes du patron et de ses flics !

— Rejoignez le comité de base pour de nouvelles luttes !

Le comité de base de Férodo

ET DANS L'ACTION !

Richard Continental (Lyon) : bilan du travail des syndicats

Dans quelques jours auront lieu les élections des délégués du personnel. Trois listes sont en présence : C.G.T., C.F.D.T., F.O. Bien sûr, chaque syndicat se prétend le « meilleur défenseur » des travailleurs. Mais qu'en est-il en fait ?

Chacun sait que le démantèlement de l'entreprise et la liquidation du personnel ne datent pas d'aujourd'hui, mais ont commencé depuis septembre 1968. Alors, qu'ont fait les syndicats depuis un an, pour s'opposer aux attaques de la direction, pour mobiliser les travailleurs et développer l'action de masse indispensable pour faire reculer le trust Renault ?

QU'ONT-ILS FAIT CONTRE LE LICENCIEMENT DES OUVRIERS MALADES ?

Pendant les mois de septembre, octobre 1968, alors que la direction commençait sa campagne d'intoxication sur les prétendues difficultés financières (marché de Cuba, « trou de plusieurs milliards », etc.), qu'elle mettait les ouvriers malades à la porte, qu'elle multipliait les brimades (mutations, prime d'équipe, etc.), les syndicats sont restés muets et complètement inactifs. Ils étaient trop occupés à préparer les élections du personnel et à disserter sur les « résultats » de Grenelle !

C'est ainsi que le patron a marqué le premier point, portant un rude coup au moral des travailleurs, sans aucune riposte des syndicats.

Est-ce là défendre les travailleurs ?

QU'ONT-ILS FAIT CONTRE LES COMBINES DU PATRON POUR LICENCIER « EN DOUCE » : PRETS AUX ENTREPRISES ET MUTATIONS ?

Au début novembre, la direction avançait « solutions » de « prêts aux entreprises » et de « mutations à Boulogne-Billancourt ». C'était là une mesure d'intimidation et de chantage, un moyen de tâter la combativité des travailleurs, pour aller ensuite plus loin.

Cela exigeait un refus catégorique des syndicats. Mais qu'ont-ils dit ? Dans leur tract commun du 6 novembre 1968, ils déclaraient : « Bien sûr, la réduction du programme de fabrication pose de sérieux problèmes de reclassement, de mutations, et de prêts. Ces mesures pour la plupart sont celles que les organisations préconisent dans de telles situations avec d'autres, telle que la pré-retraite. »

Bref, l'acceptation tacite des propositions patronales, le feu vert donné à la direction.

Est-ce là défendre les travailleurs ?

Quant à nous, nous disions dans un tract intitulé : « Non aux licenciements déguisés », « Il ne faut pas capituler devant les exigences de la direction : la voie de la capitulation ne peut conduire qu'à une dictature renforcée du patron », « Quand on met le doigt dans l'engrenage, tout le bras y passe » !

QU'ONT-ILS FAIT CONTRE LES JOURS CHOMES ?

Se sentant fort de l'attentisme et de la passivité des syndicats, la direction nous mit au chômage partiel à partir de novembre. Là encore, comme nous le disions à l'époque, le but était évident : « décourager les ouvriers pour qu'ils s'en aillent d'eux-mêmes, les démoraliser par le chantage ». Et nous disions : « reculer, accepter d'être traités comme des chiens, c'est rendre la direction plus forte, plus audacieuse, en fin de compte lui donner l'occasion et l'envie d'aller plus loin. Non aux jours chomés. »

QUELLE A ETE L'ATTITUDE DES SYNDICATS ?

La C.F.D.T. et F.O. n'ont rien dit, ni rien fait, ce qui revient à accepter. Quant à la C.G.T., elle a donné son avis dans son tract du 19 novembre 1968. « Avis défavorable car il y a diminution de ressources, mais solution de moindre mal dans la situation actuelle ». Tout cela sous prétexte de « réalisme ». On voit où ça mène ! Ce n'est que 3 mois plus tard, en janvier (voir les tracts de la C.G.T. et de la C.F.D.T. du 6 janvier 1969) que les syndicats ont demandé l'annulation des jours chomés.

Pendant ce temps, la direction avait marqué de gros points, commencé à démanteler l'entreprise et entamé sérieusement la résistance des travailleurs. Etait-ce là défendre les travailleurs ?

QU'ONT-ILS FAIT LES SYNDICATS LORS DE LA BATAILLE CONTRE LES CHRONOMETRAGES ?

Malgré la politique de démobilisation et de reculade systématique des syndicats, le mécontentement accumulé éclata à l'occasion du licenciement de Vildieu. La situation changea radicalement dans l'usine. Les ouvriers, unis dans l'action,

avaient prouvé qu'ils étaient capables de faire reculer la direction. Ils avaient l'offensive et s'opposèrent aux chronométrages. Quelle fut alors l'attitude des syndicats ?

Alors que la direction ne savait plus où donner de la tête, ils firent reprendre le travail en toute hâte, en utilisant le chantage de la direction qui menaçait de prendre des sanctions (comme si elle s'était grattée pour mettre les ouvriers malades à la porte !). Ils arrêterent ainsi pour quelques brouilles une action qu'ils n'avaient pas déclenchée brisant net l'élan des travailleurs !

Est-ce là défendre les travailleurs ?

Camarades, que ce serait-il passé si nous avions continué le mouvement jusqu'à satisfaction de nos revendications et si, forts de ce succès, nous nous étions opposés, par l'action, à toutes les menaces et attaques de la direction ? Certainement, nous n'en serions pas au point où nous en sommes !

QU'ONT-ILS FAIT POUR LA DEFENSE DE L'EMPLOI ?

Pratiquement rien sauf des parolottes. Après avoir rétabli le « calme » dans l'usine et alors que les menaces sur l'emploi se précisaient de plus en plus (démantèlement des bureaux, sous-traitances, menaces de déclassement...), les syndicats n'ont rien fait pour développer l'action de masse indispensable pour faire reculer la régie.

Il faut dire que pour les syndicats actuels, qui reconnaissent les fermetures d'usines et les licenciements comme « inévitables » (voir l'accord national sur l'emploi du 10 février 1969, signé par tous les syndicats, et qui donne au patronat le droit de licencier, de muter et de déclasser les travailleurs à sa guise), se battre jusqu'au bout pour le maintien de l'usine, de l'emploi et de la qualification, c'est pas « réaliste », c'est « utopique » ou c'est « gauchiste » !

Aussi participèrent-ils tous à la « commission sur l'emploi » et cherchèrent-ils à orienter l'attention des travailleurs vers l'obtention de quelques aumônes (en cas de licenciements, de mutations ou de déclassement), sans d'ailleurs rien faire pour les obtenir. A qui pouvaient servir ces palabres interminables, ces discussions sans fin et sans résultat ? Uniquement à la direction car cela entraînait entièrement dans son jeu : faire traîner les choses en longueur, démoraliser et décourager les travailleurs, obtenir le maximum de départs « volontaires », démanteler progressivement l'entreprise afin que tout se passe sans heurts, sans riposte des ouvriers. Etait-ce là défendre les travailleurs ?

D'ailleurs, alors même qu'ils discutaient avec le patron des modalités de licenciements, certains prétendaient, encore en avril, qu'il n'y avait pas de quoi s'inquiéter. Dans son tract du 25 avril 1969, la C.G.T. répondait à ceux qui mettaient en garde les travailleurs contre des « suppressions d'emplois » : « A quoi servent ces déclarations bâties seulement sur des hypothèses, sinon à démoraliser et à nuire à l'emploi de tous les travailleurs, en vue sans doute de les lancer dans une action irréfléchie et dangereuse pour eux. » Etait-ce là défendre les travailleurs ? Avec 8 mois de recul, chacun peut voir qu'il avait une attitude « irréfléchie » et « dangereuse ».

Pendant des mois et des mois (et ça continue !), on a aussi assisté à toute l'action démobilisatrice qui consistait à « enseigner » aux travailleurs qu'il fallait remettre leur sort et leurs espoirs entre les mains des députés, des élus, des préfets ou des ministres, ou qu'il fallait compter sur la bonne volonté de la régie Renault, « entreprise nationalisée » (comme si ça changeait quelque chose !). Que F.O. et la C.F.D.T. se livrent à de telles pratiques, cela ne nous étonne pas de syndicats qui ont toujours préféré fréquenter les salons des « personnalités » et faire de la politique de couloir, plutôt que diriger la lutte des travailleurs.

Mais que la C.G.T. fasse maintenant la même chose, cela prouve qu'elle est descendue bien bas. N'était-ce pas elle qui disait dans son tract du 26 mars : « Attention, actuellement certains voudraient nous faire croire qu'il suffit d'aller voir le préfet ou les ministres pour régler les problèmes. D'abord ceux-ci s'en fichent éperdument ; ensuite, ils sont à la dévotion entière du gouvernement et votent systématiquement tout ce qu'on leur propose. Ils ne vont tout de même pas faire des misères au gouvernement pour nous faire plaisir ! »

N'est-ce pas le comble de l'opportunisme ? Critiquer les autres (à juste titre) pour paraître « pur et dur », tout en faisant en fait la même politique.

Bref, tout fut soigneusement mis en œuvre par les syndicats pour détourner les travailleurs de la seule lutte qui vaille : l'action directe, l'action de masse. Et lorsque les ouvriers, en ayant assez d'être pris pour des billes se mirent en grève, le vendredi 13 juin, tous les syndicats unanimes (le « Front Syndical Commun ») s'opposèrent frénétiquement à l'action des travailleurs. Grâce à leur rôle de diviseurs (on vit des délégués et non des moindres, appeler à voter non à la grève), la grève ne put durer qu'un jour. C'est cependant à la suite de cette action (même limitée et sabotée par les syndicats) que le patron accorda les 4 mois aux mensuels.

ET MAINTENANT, QUE FONT-ILS ?

Rien, si ce n'est qu'ils reprennent la fable de la direction sur la reconversion, alors que tout ouvrier conscient sait bien que l'objectif de la régie, c'est la mort lente de l'usine, même si on amène un jour quelques machines pour faire illusion.

VOILA, CAMARADES, LE BILAN DU TRAVAIL DES SYNDICATS CETTE ANNEE. Chacun peut voir aujourd'hui à quoi mène une telle « politique », laisser les mains libres à la direction pour aller toujours plus loin, contribuer à entretenir le climat de démoralisation, de défaitisme et de résignation voulu par la direction, dégoûter, écœurer, décourager les travailleurs.

Camarades, l'attitude des syndicats chez Richard, n'est ni un hasard, ni un fait isolé. C'est le fruit de la ligne générale de toutes les confédérations (C.G.T., C.F.D.T., F.O.), ligne de capitulation, de collaboration de classe. Les directions confédérales (les Séguys, les Descamps, les Bergeron) n'aspirent qu'à une chose : ne rien faire qui puisse gêner le patronat, le gouvernement et l'« ordre social » existant dans lequel ils sont si bien intégrés (voir les multiples subventions de toutes sortes données par la bourgeoisie... à ces « défenseurs de la classe ouvrière »). Voilà pourquoi ils font tout pour maintenir le « calme » dans les usines, pour faire régner la « paix sociale », pour éviter toute grève, pour étouffer les luttes des travailleurs, les isoler, les briser.

N'est-ce pas eux qui, en mai, ont brisé la grève des 10 millions de travailleurs ? Accepté les accords de Grenelle, abandonnant ainsi toutes les revendications des ouvriers (40 heures, retraite à 60 ans, salaire minimum à 1 000 F, etc.) ? Accepté les négociations secteur par secteur ? N'est-ce pas eux qui, en ce début d'année, ont fait rentrer les cheminots en quatrième vitesse et pour des miettes, afin d'éviter une extension du mouvement ?

Les délégations respectueuses, les commissions paritaires, les grèves bidon, les tapis verts, les Grenelle, les Tilsitt, les dialogues sérieux, les protestations verbales des grands dirigeants syndicaux, où cela mène-t-il ?

Ce n'est que tromperie ! Camarades, il est grand temps de changer de voie !

Il est dur, pour certains ouvriers qui ont connu 1936 de s'avouer que la C.G.T. ne vaut pas plus cher aujourd'hui que la C.F.D.T. ou F.O. Pourtant c'est la triste vérité. Elle est devenue ce qu'était la C.G.T. à Jouhaux après la Première Guerre Mondiale : un syndicat réformiste, un syndicat qui sert en fait les intérêts de la bourgeoisie.

En disant cela, nous ne confondons pas les directions confédérales (qui savent bien ce qu'elles font) avec les militants de base, sincères mais trompés.

Nous devons tout reprendre à zéro, comme l'ont fait nos prédécesseurs, nos « pères » de la C.G.T.U., exclus de la C.G.T. par la clique à Jouhaux, comme le sont maintenant les prétendus « gauchistes » par la clique à Séguys. Nous devons tout reprendre à la base, nous organiser petit à petit et bâtir un véritable syndicat de lutte de classe, un véritable syndicat défenseur de la classe ouvrière.

Le comité de base est le premier pas vers ce syndicat et il est ouvert à tous ceux qui, syndiqués ou pas, veulent se battre réellement contre le patron.

Aux prochaines élections, il appelle à voter NI POUR LA C.G.T., NI POUR LA C.F.D.T., NI POUR F.O., mais à :

S'ABSTENIR OU DE PREFERENCE A VOTER BLANC !

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION ! UNITE SYNDIQUES ET NON SYNDIQUES !

CLASSE CONTRE CLASSE !

Comité de base Richard-Continental, 13 octobre 1969.

Joint Français (Bezons) :

Halte à la répression patronale

Camarades,

La répression déjà grande au Joint Français, ne fait que s'amplifier. Depuis la création du comité de base, les brimades envers les camarades actifs et résolus n'ont pas cessé. La police est tellement bien faite dans la boîte qu'il est vraiment impossible de faire, même avec une extrême prudence, de la propagande sans être tout de suite repéré par les chefs et les révisos (ce qui revient au même étant donné qu'ils échangent cordialement les résultats de leur espionnage). Mais, pour la direction les brimades et les engueulades ne suffisent plus, alors elle agit.

Après la sortie du premier journal du comité de base et voyant l'intérêt qu'il avait suscité parmi les travailleurs, elle a :

1. Licencié un camarade du comité de base. Ce camarade avait eu l'audace de défendre un travailleur immigré à qui on avait fait faire un boulot très sale sans lui procurer l'équipement nécessaire. Le lendemain le camarade recevait chez lui une lettre de licenciement pour « injures » et « menaces ». La direction l'a empêché de retourner dans son atelier pour reprendre ses outils, il n'a donc pas pu prévenir et discuter avec l'ensemble de l'atelier. Les autres camarades du comité de base ont été prévenus trop tard et l'atelier étant assez isolé (ce n'est pas exactement le J.F. mais la Simap, entreprise ayant le même patron que le J.F. et faisant le même travail mais de manière beaucoup plus moderne), la riposte de masse a été impossible.

2. Au même moment une autre camarade du comité de base a reçu un deuxième avertissement. Avec pour motif : « n'a pas pointée samedi dernier à la sortie ». Tous les prétextes sont bons pour la direction, aussi ridicules soient-ils.

Comme de bien entendu, les révisos ne sont absolument pas intervenus (du moins en faveur des camarades), dans aucun des deux cas.

Pour le moment, pour le comité de base, la prudence et la fermeté s'imposent, aucune de nos actions ne doit compromettre l'existence du comité de base. C'est petit à petit que les traîtres seront démasqués.

Nous savons que la bourgeoisie a peur et qu'elle utilisera toujours davantage les méthodes répressives ; la démagogie, la duperie ne paieront plus longtemps, ne paient déjà plus. Les masses sont à bout. C'est à nous de leur rendre confiance en les organisant et en les arrachant à l'influence du révisionnisme.

Tous unis à la base et dans l'action, sous la direction des marxistes-léninistes, nous parcourons ensemble, Français et immigrés, le chemin qui nous mènera à la révolution socialiste.

Salut communiste.

Une correspondante H.-R. du Joint Français.

SUR LE FRONT OUVRIER

Renault (Billancourt) : division, trahison, démobilisation voilà les actes des révisionnistes !

DERNIERE MINUTE

Comme partout, depuis les vacances, les métallos de la régie sont mécontents ;

- des augmentations de la vie ;
- de la dévaluation ;
- mais aussi depuis qu'ils ont eu connaissance de la « nouvelle grille des salaires » imposée par la direction, applaudie par les révisionnistes du P. « C. » F. et de la C.G.T. qui n'ont pas hésité à qualifier cette grille de division de « grande victoire », de « nouveau et important acquis des luttes »... « nous sommes parvenus à faire reculer la direction grâce au millier d'actions enregistrées depuis 1951 contre les études de postes. » (tract du 10 juillet 1969.)

Qu'en est-il exactement ?

— D'abord il était question de suppression des études de postes, c'est-à-dire de supprimer le système : c'est la machine qui paie l'homme. Or cette question-là n'a pas été abordée ; au contraire, la nouvelle grille, au lieu de nous unir, nous divise encore plus.

— Le nombre des taux horaires a effectivement diminué (de 105 à 54, auxquels peuvent s'ajouter deux types de prime pour les conditions de travail). Mais en regardant de plus près, on s'aperçoit que chez les O.S. qui, en principe, ont tout pour s'unir, on a augmenté les classes (7 au lieu de 6, cf. la table des coefficients), en ouvrant encore davantage l'éventail des coefficients (130 à 160, au lieu de 125 à 148, cf. table).

En plus de ce mauvais coup contre les plus défavorisés, cette grille regroupe les professionnels (6 classes au lieu de 13 sans modification notable de l'écart des coefficients ; 155 à 230 au lieu de 148 à 227), avec en plus une nouvelle filière pour les supers P3 qui deviendront des petits agents techniques. Est-ce que ce coup-là n'est pas bien joué ?

En argent liquide le coup est encore plus dur ; un O.S. aura en moyenne 7 centimes d'augmentation alors qu'un professionnel aura en moyenne 24 centimes.

1. On divise les O.S. entre eux.
2. Mais comme malgré tout ils peuvent avoir envie de redresser la tête, on les isole encore plus des professionnels. C'est d'autant plus une bonne chose, que les professionnels sont pratiquement tous français et évidemment les O.S. étrangers. **LES REVISIONNISTES ACHEVENT LA BESOGNE DE DREYFUS**

C'est maintenant courant : aussitôt qu'il y a des discussions, les révisionnistes s'amènent et crient « victoire » ; on ne sait jamais, ça pourrait prendre. Enfin pour le coup présent, ça n'a pas pris, pour deux raisons principales :

1. La C.F.D.T. a eu à peu près une position juste sur la question de la grille, en avançant le mot d'ordre « *augmentation uniforme* ».
2. Les militants marxistes-léninistes ont dénoncé partout où ils l'ont pu cette grille de division.

Bien sûr, cette dénonciation de la grille a été très bien accueillie par les travailleurs et les révisionnistes ont été contraints de changer leur fusil d'épaule : « Exigeons une application correcte de la grille », « Pas de coefficient au-dessous de 140 pour les O.S. ».

Voilà les nouveaux mots d'ordre de nos diviseurs de la classe ouvrière. Car quelle est la signification du mot d'ordre : « Exigeons une application correcte de la grille », ça veut dire : chacun dans votre catégorie, battez-vous pour avoir le taux maximum.

L'organisation des luttes par la C.G.T.

Grève d'une heure ici, deux heures là, une demi-heure ailleurs.

Délégations.

Pétitions.

Il arrive même que des départements se mettent en grève illimitée (77 régleurs du 18 et caristes).

De l'aveu même des révisionnistes, 100 actions ont été faites, aucune n'a été positive ; les trois grèves illimitées ont été isolées et trahies.

Un exemple : la grève des caristes. Il y a des caristes dans toute l'usine. Ils sont indispensables pour amener et évacuer les pièces des chaînes. Le travail des caristes est dur et il faut rester sur un engin 9 heures avec des centaines de kilos à transporter dans des allées encombrées où à chaque instant la possibilité d'écraser un autre travailleur est

réelle ; d'ailleurs, ces tragiques accidents arrivent.

Il faut que les caristes soient absolument d'une haute conscience professionnelle, sinon c'est l'accident. En plus, ils ont pratiquement tous des ennus digestifs car ils sont soumis à des secousses pendant 9 heures.

Pour toutes ces raisons, ils demandaient la qualification de P1.

QUELLE FUT LA TACTIQUE DE LUTTE IMPOSEE PAR LA C.G.T. ?

Et bien elle a réussi le tour de force de diviser les caristes en faisant débrayer 15 jours de suite pendant une heure et quart trois départements sur une trentaine. Mais même les débrayages ne servaient à rien car quand les caristes reprenaient le boulot, il fallait qu'ils accélèrent pour dégager les chaînes.

Prenant conscience de cette duperie, les caristes de l'île décident la grève illimitée (les caristes des autres départements avaient cassé tout mouvement, écartés de ne rien obtenir).

Aussitôt, les révisionnistes « organisent » la grève. Ils font défiler les grévistes partout, sauf sur les chaînes et dans les ateliers, donc là où il n'y avait pas d'ouvriers. L'information et la mobilisation des autres caristes n'est pas faite, ni celle de l'ensemble des autres ouvriers.

Deux jours après, le travail reprend, sans que rien ne soit obtenu (à noter que la C.F.D.T. a brillé par son absence tout le long de la grève).

MAIS POURQUOI CES 100 ACTIONS PASSIVES ?

La raison, c'est que les élections de délégués du personnel arrivaient : il fallait bien faire quelque chose pour ne pas perdre à nouveau 5 ou 6 % des voix (seule la grève des caristes s'est faite après les élections).

Eh oui, les révisionnistes avaient peur et pourtant il n'y avait pas de quoi. Seulement ils sont maintenant incapables de faire une analyse correcte de la situation dans l'usine.

MAIS DE QUOI AVAIENT-ILS PEUR ?

Et bien de la juste tactique des marxistes-léninistes qui avaient décidé de présenter des camarades sous l'étiquette C.F.D.T. (évidemment pas tous).

Sur quelle base reposait la tactique des marxistes-léninistes ? D'abord sur le fait que les travailleurs en ont marre, qu'ils ont conscience que les syndicats sont tous pourris.

Mais les travailleurs n'ont pas tous le même niveau de conscience ; il n'y a qu'une petite minorité qui est prête à s'organiser de manière autonome, en principe, ce sont les plus jeunes. Le gros des travailleurs, même s'il en a marre, suit sans conviction les syndicats. Par contre, aussitôt qu'un délégué apparaît différent des autres, n'a pas peur de dire la vérité sur tout ce qui se passe, il se lie rapidement aux travailleurs, qu'il ait n'importe quelle étiquette (il peut même avoir la sympathie de vieux cégétistes). Il est reconnu comme un défenseur de la classe ouvrière.

Bien sûr, il faut que le délégué en question se démarque nettement du révisionnisme et du réformisme, et ça n'est possible que si le syndicat choisit le permet. Dans la C.G.T., c'était exclu.

Les marxistes-léninistes qui ont été présentés avaient déjà fait un travail dans leur département et étaient soutenus par une partie des travailleurs qui avaient parfaitement compris la tactique adoptée. **VOILA DE QUOI LES REVISIONNISTES AVAIENT PEUR**

Dans les deux derniers jours avant les élections, ils n'ont pas fait moins de quatre tracts pour dénoncer les « maoïstes infiltrés », allant jusqu'à les dénoncer nommément. Malgré leur fureur et leur contre-vérité, là où il y avait des « maoïstes infiltrés », le pourcentage des voix a augmenté et est même allé jusqu'à doubler dans un département.

Il est clair que les travailleurs n'ont pas voté pour le syndicat, mais pour le délégué.

Il est évident que le rôle d'un marxiste-léniniste qui a été désigné pour appliquer cette tactique ne doit pas s'en tenir à son rôle de syndicaliste, il doit repérer les éléments les plus avancés, discuter avec eux pour leur faire comprendre la nécessité de s'organiser en dehors des syndicats.

Evidemment, il y a des aspects négatifs à adopter cette tactique mais on peut avec une ligne juste atténuer et même éliminer les plus graves (principalement la répulsion qu'inspirent les syndicats réformistes au militant communiste sincère).

Si la C.G.T. a gagné des voix par rapport aux votants, ce qui est peu important, elle en a perdu par rapport aux inscrits (55,16 % au lieu de 55,31 % en 1968).

Par contre, elle a gagné 6,40 % chez les mensuels-cadres. C'est significatif, son mot d'ordre principal étant « Pour la hiérarchie ».

LA GREVE DU 23 OCTOBRE

Après ce « triomphe » aux élections, pensez donc, les militants C.G.T., pensant bien faire, ont réussi à faire voter C.G.T. à des travailleurs immigrés malheureusement illettrés. Cette opération s'appelle « l'accompagnement ». En quoi ça consiste : et bien deux camarades vont voir le camarade immigré africain ou nord-africain le plus souvent, lui donnent des tapes amicales dans le dos, on rit, et puis on l'accompagne aux urnes ; il n'a pas besoin de s'en faire, il n'aura qu'à laisser tomber l'enveloppe dans l'urne ; car un de nos deux militants en question aura pris soin de lui mettre le bulletin dans l'enveloppe, ce n'est même pas la peine de passer dans l'isoloir, le responsable du bureau de vote ferme les yeux : il est C.G.T.... Après l'opération, notre « bon petit nègre » s'en va, le sourire aux lèvres. Il verra les délégués C.G.T. l'année prochaine pour les élections.

On peut évaluer à quelques milliers les voix obtenues comme ça.

Donc, après ce « triomphe » aux élections, les sinistres révisionnistes ne pouvaient pas ne rien faire. Partout en France, les luttes se développaient, souvent sans eux, ils ont donc pris les devants : « Grande action » pour... la veille de la paye. C'était un peu gros, et de plus, F.O. et la C.F.D.T. n'étaient pas d'accord (ils sont plus fins). Donc, on ferait cette grande action le lendemain de la paye « dans l'unité ».

L'ORGANISATION DE LA GREVE

Un grand principe des révisos à l'heure actuelle : la démocratie ouvrière : « Camarades, vous déciderez vous-mêmes, vous comprenez, il faut qu'il y ait la majorité, on ne peut pas aller à l'aventure ».

Dans les faits, pratiquement, aucune consultation n'a été faite. Des heures de réunion étaient fixées, par exemple à 18 h 45, alors que nous allons manger à 18 h 30 pour reprendre à 19 h. Il faudrait manger en un quart d'heure ; pour qui sait ce que c'est que la cantine, il faut être champion. En plus, on aurait un quart d'heure pour confronter les opinions des milliers de travailleurs, car si les travailleurs pouvaient venir, on serait des milliers.

Quand ces réunions arrivent à se tenir avec une plus ou moins importante minorité, les révisos s'amènent et disent :

« Vous voulez faire combien : 3 h ? une demi-journée ? ou 24 heures ? Les autres avant vous ont dit 3 heures. »

A certaines réunions et même à toutes celles qui ont eu lieu, les ouvriers se sont prononcés au minimum pour 24 heures, avec piquets. Malgré ça, les révisionnistes ont imposé 4 heures. F.O., par opportunisme, s'est désolidarisée. La C.F.D.T., par contre, s'est ralliée par peur des révisos.

[A noter que les trotskistes de L.O. ont fait front uni avec les réformistes de la C.F.D.T. pour que la C.F.D.T. se rallie à n'importe quel mouvement décidé par la C.G.T.]

Comme c'était à prévoir, la grève fut un échec lamentable ; personne n'y croyait. Les chaînes ont tourné à 90 % et pour couronner le tout, le syndicat C.G.T. des mensuels avait donné la consigne à ses adhérents de ne pas débrayer.

Seuls, les ateliers d'outillage ont comme d'habitude débrayé en masse. Pourquoi ? Dans les ateliers d'outillage, il n'y a pratiquement que des professionnels qui sont là depuis très longtemps, ces ateliers ont de grandes traditions de lutte, ils ont été et ils restent les bastions du P. « C. » F. et de la C.G.T., et maintenant des révisionnistes. Il ne faudrait pas en conclure que les travailleurs de ces ateliers sont révisionnistes. Ils sont avant tout comba-

tifs ; ils ont un esprit de classe hérité d'avant la dégénérescence révisionniste, c'est pourquoi ils sont dans toutes les luttes.

L'INTERVENTION D'HALBEHER, PONTE REVISO

Cette intervention fut un aveu de faiblesse et de peur, centré exclusivement contre les marxistes-léninistes : « Ni Mao, ni Marcellin ne feront la loi aux travailleurs. » Halbeher dit même : « Nous discuterons avec la C.F.D.T. quand elle sera débarrassée de ses éléments anti-unitaires... ».

Tout en attaquant les marxistes-léninistes, il attaqua une des plus vieilles armes du prolétariat, les piquets de grève : oui, cette arme, qui n'est pas nouvelle, mais que la C.G.T. ne veut surtout pas employer, avait été défendue par les marxistes-léninistes dans les réunions et ateliers. Elle fut adoptée et défendue par tous les travailleurs, même militant de la C.G.T.

Pour 4 heures de grève, il était impossible d'employer cette arme, donc Halbeher l'attaqua en ces termes : « Nous sommes pour la démocratie ouvrière ; certains préconisent une organisation militaire des grèves pour imposer la grève à une majorité ; nous refusons de nous armer de casques et de gourdins pour imposer la grève ».

Malgré toute son habileté, il n'a pas réussi à faire croire que faire des piquets de grève, c'était antidémocratique et anti-prolétarien. En effet, les piquets de grève mobilisent les travailleurs qui voient que c'est un mouvement sérieux. Les piquets de grève déterminent l'hésitant qui se rend compte que s'il franchit le piquet, il est du côté du patron. Le piquet évite le travail d'intimidation de la maîtrise et permet aussi de tenir des meetings avec prise de parole de n'importe quel travailleur ou militant, alors que si l'usine tourne, c'est un avertissement pour celui qui prend la parole, non pour le permanent... On comprend mieux nos révisionnistes : pas de piquets, « organisation » de la grève par les permanents de la C.G.T. extérieurs à l'usine.

QUELS SONT LES PERSPECTIVES ?

Les marxistes-léninistes vont aiguïser les contradictions en informant et dénonçant révisionnistes et réformistes. Ils vont soutenir les militants de la C.G.T. et du P. « C. » F. qui luttent contre la trahison des intérêts de la classe ouvrière.

Ils vont profiter au maximum des possibilités qu'offre la C.F.D.T., mais en étant prudents car ils vont être encore plus durement attaqués dans les temps à venir. Il ne faut pas qu'ils se fassent isoler au sein de la C.F.D.T.

Ils vont par l'intermédiaire des comités de base populariser l'idée de l'organisation à la base sans la tutelle des syndicats.

Dans le cas d'un mouvement spontané, les marxistes-léninistes ont déjà la possibilité de jouer un rôle non négligeable mais les capacités de répression et de démobilisation des révisionnistes sont grandes. C'est assurément un travail prolongé, toute action putchiste est vouée à l'échec.

A l'heure actuelle, nous ne devons faire une action qu'en étant sûrs de réussir. Cette prudence n'exclut pas la hardiesse.

Comité de base
de Renault-Billancourt.

7 classes.

Le chiffre indiqué est le coefficient. C'est d'après le coefficient que sont calculées primes, retraites.

Si la prime est de 100 F au coefficient 100, celui qui est au coefficient 130, touche 130 F (sans compter les augmentations relatives à l'ancienneté).

Celui qui a un coefficient 160 touche 160 F.

Il y a des coefficients qui vont jusqu'à 320 pour les P3, les agents techniques et cadres, beaucoup plus.

Coeff.	Taux d'embauche	Moyen	Maxi
130	511,37	523,7	530,90
135	526,8	538,10	545,30
140	541,20	552,60	559,80
145	555,70	568	575,20
150	570,10	583,50	590,70
155	586,20	599,30	608
160	602,90	617	625,80

EN AVANT, pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat !

(7)

LES FORCES MOTRICES SECONDAIRES DE LA RÉVOLUTION (II) L'IDÉOLOGIE PETITE BOURGEOISE ET LES TACHES DU PARTI D'AVANT GARDE

1) LE CARACTÈRE INSTABLE DE LA PETITE BOURGEOISIE.

Le semi-prolétariat artisanal et agricole, la fraction pauvre des paysans, artisans et commerçants (c'est-à-dire la fraction qui fournit du surtravail non payé et touche comme revenu le salaire d'un ouvrier et souvent moins), présentent des conditions objectives d'exploitation qui les rangent parmi les alliés naturels du prolétariat.

Pourquoi ne sont-ils pas en fait, spontanément des alliés du prolétariat ? C'est qu'il y a en eux un double aspect : un aspect de *petit capitaliste potentiel* qui vient de ce qu'ils sont des *petits propriétaires*, et un aspect de *travailleur exploité*. L'idéologie bourgeoise étant l'idéologie dominante ce qui spontanément domine c'est l'aspect *petit propriétaire*.

Lénine nous enseigne : « la situation économique du petit bourgeois est telle, ses conditions d'existence sont telles, qu'il ne peut manquer de se tromper, qu'il penche nécessairement et involontairement, tantôt vers la bourgeoisie, tantôt vers le prolétariat. Sa situation économique ne lui permet pas d'avoir une « ligne » indépendante. Son passé le porte vers la bourgeoisie, son avenir vers le prolétariat. La raison le porte vers celui-ci, les préjugés (selon l'expression connue de Marx) vers celle-là ».

(Lénine « Illusions constitutionnelles »)

Interprétant de manière unilatérale le « Manifeste communiste » (1) une conception s'est faite jour suivant laquelle la petite bourgeoisie constituerait une « masse réactionnaire ». On sait que Marx devait, dans la « critique du programme du Gotha », s'élever contre une telle déformation sectaire : « le Manifeste ajoute que les classes moyennes... deviennent révolutionnaires eu égard à leur imminent passage dans le prolétariat. De ce point de vue, c'est donc une absurdité de plus que de faire des classes moyennes, conjointement avec la bourgeoisie une masse réactionnaire » en face de la classe ouvrière. Marx « Critique du programme du Gotha ».

La petite bourgeoisie oscille entre la bourgeoisie et le prolétariat mais elle n'est pas une masse réactionnaire ; elle peut être attirée par le fascisme ou par le prolétariat suivant les circonstances.

Nous luttons aujourd'hui pour la révolution socialiste ; dans ces conditions nous ne pouvons pas nous allier avec les petits propriétaires sur la base de la défense, du renforcement de la propriété privée des moyens de production. Dans l'étape de la révolution démocratique (étape de dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie formulée par Lénine avant février 1917, étape de démocratie nouvelle, formulée par Mao Tsé-toung), on peut s'allier avec la masse de la petite production sur la base du partage des terres des féodaux, contre la propriété féodale, pour une égalité dans la possession des terres. Les aspirations spontanées de la grande masse de la paysannerie, y compris l'aspiration à la petite propriété vont dans le sens de la révolution anti-féodale et anti-impérialiste. C'est pourquoi, Mao, dans la démocratie nouvelle peut définir cette étape comme dictature conjointe de plusieurs classes révolutionnaires :

« Les nombreux régimes d'Etat qui existent dans le monde peuvent donc être ramenés à trois types fondamentaux, d'après le caractère de classe du pouvoir politique : a) la république de dictature bourgeoise ; b) la république de dictature prolétarienne ; c) la république de dictature conjointe de plusieurs classes révolutionnaires (la démocratie nouvelle) ».

Mao Tsé-toung « La démocratie nouvelle ».

Dans l'étape où nous sommes, l'on ne peut pas s'appuyer pour faire la révolution sur l'aspect petit propriétaire du petit bourgeois ; on doit au contraire le neutraliser et s'appuyer exclusivement sur l'aspect travailleur et exploité. Nous luttons pour une république de dictature du prolétariat et pour le remplacement de la propriété privée des moyens de production par leur propriété sociale et collective.

2) COMBATTRE LE SECTARISME.

Mais alors ne sommes nous pas revenus à la position sectaire ? Ne doit-on pas dire : « la petite bourgeoisie n'a pas de place dans la lutte pour la révolution socialiste. On ne peut gagner le petit bourgeois que lorsqu'il cesse d'être petit bourgeois et devient prolétaire ? » Cette position méconnaît la décomposition avancée de la petite bourgeoisie dans notre société de capitalisme monopoliste ; une fraction importante, nous l'avons vu, est d'ores et déjà exploitée.

C'est méconnaître l'état actuel de la crise générale de l'impérialisme qu'accélère considérablement la paupérisation d'une partie de la petite bourgeoisie. Il existe des conditions objectives qui permettent de rallier à notre combat au moins la fraction exploitée de la petite bourgeoisie.

La position sectaire, dogmatique, outre qu'elle ne s'appuie pas sur une analyse marxiste-léniniste correcte des classes ne voit pas l'importance capitale qu'il y a à essayer de rompre par tous les moyens l'alliance tissée par la bourgeoisie entre elle et certaines fractions de la petite bourgeoisie, alliance qui lui permet de diriger l'ensemble des classes petites bourgeoises. La petite bourgeoisie oscille par nature ; dans les conditions de notre époque, étant donnée la crise grave de l'impérialisme elle va de jour en jour s'affranchir de plus en plus durement avec la bourgeoisie. Mais les conditions objectives ne suffisent pas à la faire basculer du côté du

prolétariat. C'est l'action du prolétariat, les conditions subjectives créées par le travail de l'avant-garde marxiste-léniniste qui peuvent seules réaliser la scission complète de la petite bourgeoisie d'avec la bourgeoisie et son alliance avec le prolétariat.

Sinon la petite bourgeoisie désespérée peut bien mener certaines luttes contre le capitalisme, mais privées de direction ces luttes seront inévitablement récupérées par une fraction de la bourgeoisie qui usera à cette fin de toutes les armes de la démagogie anti-capitaliste. Cette éventualité a un nom : le fascisme.

Lénine notait : « pour que la majorité du peuple puisse devenir une majorité réelle dans la direction des affaires publiques, pour qu'elle serve, réellement les intérêts de la majorité, pour qu'elle défende réellement ses droits et ainsi de suite — pour cela il faut une condition de classe déterminée. Cette condition la voici : la majorité de la petite bourgeoisie doit se joindre, tout au moins au moment et à l'endroit décisifs, au prolétariat révolutionnaire. Sans cela la majorité est une fiction qui peut se maintenir un certain temps, briller, scintiller, faire du bruit, cueillir des lauriers, mais qui n'en est pas moins inéluctablement vouée à la faillite ».

(Lénine « Illusions constitutionnelles »).

A notre époque le prolétariat est devenu la classe la plus importante ; ses luttes en période d'intensification de la lutte des classes pèsent d'un poids énorme sur des fractions de la petite bourgeoisie et peuvent les entraîner comme alliés. Mais encore faut-il que les luttes du prolétariat soient guidées par une ligne marxiste-léniniste juste : le prolétariat ne peut se libérer que s'il libère en même temps tous les autres exploités, disait Marx. Seul un parti d'avant-garde est capable de donner aux luttes du prolétariat cette largeur de vue qui fait qu'il ne lutte pas pour lui seul, mais pour l'ensemble des travailleurs et des exploités.

Enfin la position sectaire méconnaît la diversité des formes de transition au socialisme. Dire que la société pour laquelle nous luttons aura pour base la dictature du prolétariat et pour objectif central la construction du socialisme ne signifie nullement que nous allons établir du jour au lendemain le socialisme dans tous les secteurs et supprimer par décret la petite propriété individuelle des moyens de travail.

On peut placer, du jour au lendemain, sous la direction de la société, dirigée par le prolétariat, des forces productives (comme les usines, les mines, etc.), où les différentes opérations sont centralisées, coordonnées à partir d'un centre unique ; par contre les millions de petits producteurs qui travaillent séparés les uns des autres sans autre lien que l'anarchie du marché ne peuvent être groupés, organisés de manière centrale du jour au lendemain. Comme Lénine le souligne (dans « à propos des thèses du parti communiste français sur la question agricole ») il y a dans notre pays « la nécessité impérieuse de mettre au point à propos de la question agricole, un « programme transitoire » de passage au communisme, adapté au libre passage des paysans à la socialisation de l'agriculture et capable d'assurer en même temps une amélioration immédiate de la situation de l'immense majorité de la population rurale, des salariés et des petits paysans ». Car, poursuit Lénine « l'application immédiate du communisme intégral aux conditions de la petite économie paysanne serait profondément erronée ». C'est pourquoi, sur la base de la dictature du prolétariat nous pensons que tous les exploités ont leur mot à dire et des responsabilités à prendre dans le cadre d'une démocratie populaire.

3) QUE PROPOSE L'AVANT-GARDE MARXISTE-LÉNINISTE A LA PETITE BOURGEOISIE ?

Nous devons faire comprendre à la petite bourgeoisie que son mode de production est condamné et doit être remplacé par la propriété collective des moyens de production. Mais nous devons lui dire aussi que jamais nous ne réaliserons cette transformation à la manière capitaliste :

« Lorsque nous serons au pouvoir, nous ne pourrions songer à exproprier par la force les petits paysans (que ce soit avec ou sans indemnité), comme nous serons obligés de le faire pour les grands propriétaires fonciers. Notre devoir envers le petit paysan est, en premier lieu, de faire passer sa propriété et son exploitation individuelles à l'exploitation coopérative, non en l'y contraignant, mais en l'y amenant par des exemples et en mettant à sa disposition le concours de la société. Et ici les moyens ne nous manquent pas pour faire entrevoir au petit paysan des avantages qui lui sauteront aux yeux dès aujourd'hui ».

Engels « La question paysanne... »

Le système social qui verra le jour avec l'instauration de la démocratie populaire accroîtra la productivité des campagnes par la coopération basée sur la persuasion et non sur la contrainte. Seul le capitalisme a pour loi de développer la productivité en surexploitant et en ruinant les paysans pauvres, en les forçant à s'expatrier et en les remplaçant par des capitalistes. La première phase de l'édification socialiste qui ouvrira le régime de démocratie populaire, garantira aux paysans travailleurs, aux artisans et aux petits commerçants un revenu égal à celui des ouvriers. Ce régime leur permettra de continuer à vivre en travaillant avec leurs moyens de travail et les libérera de la peur de la ruine et de l'expropriation. Seul le capitalisme a comme loi de faire un désert des campagnes et de concentrer les exploités dans des villes

monstrueuses. Certes nous pensons qu'un certain nombre de paysans devront abandonner la culture de la terre. Mais nous pensons que cela se fera de manière équilibrée, en créant des industries complémentaires de l'agriculture à la campagne même, comme ce fut le cas en Chine avec les communes populaires. Ce sera aux paysans eux-mêmes de créer ces industries, sur leurs lieux mêmes de vie et de travail, en décidant librement qui d'entre eux ira y travailler. Cette perspective doit être claire si l'on veut sans opportunisme et sans sectarisme guider les paysans pauvres et certaines couches des paysans moyens dans l'assaut contre le capitalisme monopoliste.

Nous devons présenter aux petits-bourgeois dès maintenant cette perspective. Mais dès maintenant ils luttent pour survivre. Pour une fraction importante il ne s'agit pas de lutter pour se développer mais de survivre, c'est-à-dire d'éviter la ruine, le chômage, la misère. Ce faisant, ces fractions dirigent leur colère contre les capitalistes qui les oppriment même s'ils ne reconnaissent pas encore leurs vrais amis et n'ont pas encore démasqué tous leurs faux amis. La lutte de classe passe au sein même de leurs organisations comme on le voit de plus en plus nettement pour le cas des petits commerçants, et oppose les capitalistes aux plus pauvres des petits bourgeois. Certes, cette lutte n'est pas encore une lutte anticapitaliste conséquente ; il ne faut pas nous faire d'illusions et nous devons cesser de penser que nous gagnerons « du jour au lendemain » la petite bourgeoisie aux idées socialistes. Engels, là-dessus, nous met en garde très clairement dans « La question paysanne ». Nous ne gagnerons définitivement la petite bourgeoisie, dans son ensemble, aux idées socialistes qu'après la prise du pouvoir en utilisant tous les moyens politiques, économiques et idéologiques que nous donnera l'exercice de la dictature du prolétariat dans le cadre de la plus large démocratie pour le peuple.

Mais dès maintenant nous pouvons penser gagner, avant la prise du pouvoir, la fraction pauvre, exploitée, opprimée de cette petite bourgeoisie ; nous pouvons penser la gagner non pas sur l'ensemble d'un programme socialiste mais sur quelques points fondamentaux de ce programme.

Nous pouvons, par exemple, espérer les dresser pour une lutte résolue contre le capital, leur véritable ennemi, et détruire la méfiance ancestrale à l'égard du prolétariat et du socialisme, développer l'idée d'abord, puis le programme d'un régime de démocratie populaire qui commencerait cette édification socialiste en tenant compte des particularités et du niveau de conscience de toutes les classes faisant partie du peuple.

Ce programme concernant la petite bourgeoisie, nous ne pouvons pas l'exposer dès maintenant. Ce sera la tâche des fractions avancées de la petite bourgeoisie sous la direction de l'avant-garde ouvrière. Pour définir ce programme la lutte idéologique et politique sera très certainement vive entre les idées prolétariennes et les idées petites bourgeoises. Mais ne l'est-elle pas déjà en ce qui concerne les revendications étudiantes ?

Cela ne veut pas dire que l'organisation révolutionnaire de fractions importantes de la petite bourgeoisie soit pour demain : nous ne devons pas non plus y consacrer aujourd'hui une part de notre travail telle que nous en viendrions à sacrifier notre tâche principale de travail dans la classe ouvrière, ou même nos tâches de combat dans la jeunesse intellectuelle révolutionnaire plus avancée sur les plans politique et organisationnel. Mais, quand bien même, comme c'est le cas aujourd'hui, nous ne verrions aucune perspective concrète d'organisation pour ces classes dans leur ensemble, il faudrait néanmoins donner une place importante dans notre presse, nos tracts nos actions à la *propagande* en direction de ces classes (y compris à la *propagande* pour des formes d'organisation qui, si elles ne sont aujourd'hui possibles que pour les éléments les plus avancés de ces classes, pourraient demain, être généralisées).

Et cela même si nous ne voyons pas immédiatement les fruits de ce travail. Certains éléments de ces classes ne l'oublieront pas ; ils se rappelleront qui les a soutenu, qui leur a ouvert des perspectives. Et ils se rappelleront aussi qui les a rejetés, qui a été sectaire à leur égard. Lénine, dans « Le gauchisme » nous enseigne que pour « être à la hauteur de nos tâches » nous devons « préparer tous les terrains, même les plus anciens, les plus amorphes et les plus stériles en apparence ». C'est un travail de ce genre en direction de certaines fractions de la petite bourgeoisie qui doit être une composante de notre activité politique complexe.

(1) « Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices ; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels ; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat ».

Marx-Engels « Le manifeste communiste ».

SEMAINE PROCHAINE :
III. — LA FRACTION SALARIEE DE LA PETITE BOURGEOISIE.

La colère des petits viticulteurs du vignoble nantais grandit

Nous ouvriers révolutionnaires,

Nous nous déclarons solidaires des petits paysans au bord de la ruine et des petits vigneronniers qui veulent défendre leurs intérêts contre les gros marchands de vin.

Mai-juin 68 nous a appris que seul un combat révolutionnaire acharné nous apportera la victoire, car le scrutin des urnes à la solde de la bourgeoisie ne pouvait rien donner au peuple. C'est pourquoi nous jurons solennellement de nous jeter dans les bras de nos camarades qui ont le courage d'entreprendre des gestes que la bourgeoisie qualifie de « honteux », mais que nous, ouvriers mûris depuis longtemps à ces problèmes, nous acclamons ! C'est un succès, c'est un signe que les masses travailleuses se détachent des classes exploiteuses. C'est un signe avant-coureur de toute la volonté du peuple, des ouvriers, des artisans, des petits commerçants, des petits paysans, des étudiants, de s'unir pour combattre le capitalisme, et pour le socialisme libérateur. Les exploiters, nous les connaissons bien ; aujourd'hui, nous les montrons du doigt, demain nous les frapperons du poing.

S'ils veulent exercer envers vous la violence, nous répondrons par la violence, nous descendrons de nos usines et de nos chantiers par milliers et nous vaincrons car votre cause est juste et elle est nôtre. Nous savons tous, vous et nous, que nous sommes livrés pieds et poings liés par nos propres syndicats à la botte de l'Etat bourgeois. Ne sous-estimons pas nos adversaires, mais en y regardant de près ils sont plutôt vulnérables si nous nous unissons. Aujourd'hui, nous fraterniserons. Demain unis, nous vaincrons.

L'Etat bourgeois veut dès maintenant vous ruiner au profit des exploiters qualifiés de « rentables ». Demain vous rejoindrez, soit le bétail humain des usines, soit la masse misérable des chômeurs.

Unissez-vous ! Formez vos propres comités de lutte indépendamment des syndicats pourris !

Jésus, un jour, se fâcha et fit sortir les voleurs du Temple. Sa colère était juste, nous en ferons autant !

Des ouvriers révolutionnaires du vignoble.

Septèmes (Bouches-du-Rhône) : La Municipalité méprise les travailleurs

Le projet de créer une cité d'urgence à Septèmes avait créé des remous au sein de la municipalité.

Cette cité devait être en majorité habitée par des travailleurs étrangers « indésirables en d'autres lieux ».

Le maire (élu sous la bannière du parti révisionniste) a refusé tout net ce projet, en avançant différents prétextes :

— La population de Septèmes est une population tranquille et tous ces étrangers vont créer des troubles dans la cité.

Comme si les travailleurs immigrés, comme les travailleurs français d'ailleurs, allaient habiter de bon cœur dans les cités d'urgence. S'ils y vont, c'est parce que ceux-là même qui ne veulent pas vivre dans le même quartier qu'eux les maintiennent dans un état de misère atroce en les surexploitant.

— Cette cité d'urgence va faire baisser la valeur des terrains et des immeubles (en clair, les gens qui ont de l'argent ne voudront plus construire de villas ni acheter d'appartements dans le coin pour ne pas côtoyer les pestiférés que sont pour eux les travailleurs immigrés).

— Le terrain sur lequel doit être bâtie la cité aurait pu servir pour construire une école.

Ce prétexte est particulièrement vicieux. Il y a besoin effectivement d'une nouvelle école, mais il y a suffisamment de terrains inoccupés à Septèmes pour la construire. Seulement, la mairie révisionniste préfère — et de beaucoup — s'acoquiner avec des entreprises privées de construction pour bâtir sur ces terrains des immeubles de rapport... Les écoles, ça

ne remplit pas les poches de ces messieurs.

Toutes ces raisons ont amené la municipalité à rejeter le projet par une délibération votée le 7 novembre 1968.

Ce n'était pas suffisant pour faire renoncer la L.O.G.I.R.E.M. (propriétaire entre autres des fameux tonneaux de Cayolle). Elle s'adresse directement à la préfecture et le projet est maintenu.

Que fait alors le P.C. ? F. pris entre les adjurations des représentants d'un pouvoir qu'il a fortement contribué à mettre en place et les clameurs indignées des bourgeois de Septèmes réunis en un soi-disant comité d'intérêts du quartier (les intérêts des plus riches du quartier bien entendu) ?

A son habitude, il ménage à la fois la chèvre et le chou. Il accepte la décision de la préfecture, mais, devant le C.I.Q., il ne défend pas le projet. Au contraire, il dit que, bien sûr, c'est déplorable... mais que...

QUELLES LEÇONS

DEVONS-NOUS EN TIRER ?

1. Les travailleurs ne peuvent absolument pas compter sur ces soi-disant communistes pour les défendre. Ils n'agissent jamais dans l'intérêt des travailleurs, mais toujours dans celui des patrons.

2. Les intérêts des travailleurs immigrés sont les mêmes que ceux des travailleurs français. Nous avons tous le même ennemi : la bourgeoisie française. Notre lutte contre cet ennemi doit être commune.

Travailleurs français, travailleurs immigrés, unissons-nous pour renverser le capitalisme et pour fonder sur ses ruines une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat.

L'ALBANIE SOCIALISTE 25 ans après la révolution

vue par un travailleur (3)

LE PEUPLE ALBANAIS A FRAYE SON CHEMIN DANS L'HISTOIRE L'EPEE AU POING 1912 - 1940

A la veille de la Première Guerre mondiale, à la suite de longs marchandages propres à la diplomatie impérialiste, les grandes puissances se virent contraintes de reconnaître l'indépendance de l'Albanie, mais sous leur contrôle et leur garantie. Une neutralité inconditionnelle fut imposée au pays ; les frontières alors fixées unilatéralement par les grandes puissances, laissaient une partie importante du territoire albanais en dehors des nouvelles frontières fixées par les impérialistes. Contrairement à la volonté populaire et au gouvernement national de Vlorë qu'elles forcèrent à démissionner, les grandes puissances dictèrent au pays son statut et placèrent à la tête du nouvel Etat un prince étranger. Toutes ces mesures furent prises légitimement pour un outrage cuisant par l'indomptable peuple albanais. Mais la situation, tant intérieure qu'extérieure, n'était guère favorable à un nouveau soulèvement contre les « grandes puissances ».

La neutralité de l'Albanie proclamée bien haut par les puissances impérialistes devait être violée quinze mois plus tard par ses mêmes grandes puissances, elles devinrent les fossoyeurs les plus zélés de ce jeune Etat, dont la volonté d'indépendance ne fut pas pour autant supprimée. La guerre impérialiste de 1914-1918 transforma l'Albanie en un champ de bataille des grandes puissances. Le nord du pays fut occupé par les Austro-Hongrois, le sud par la Grèce, Vlorë par l'Italie et une partie de l'Albanie centrale par la Serbie et le Monténégro (l'on retrouve dans les déplacements que l'on peut faire en Albanie, la trace de toutes ces occupations diverses).

Le point culminant de l'infamie des grandes puissances à l'égard de l'Albanie fut atteint lors de la signature du honteux traité de Londres où les grandes puissances signataires mettaient fin à l'indépendance de l'Albanie et démembraient son territoire au profit des Etats voisins.

En 1918, à la fin de la guerre, l'Albanie se trouvait à nouveau dans une situation de démembrement qui risquait de s'aggraver encore par les ruines laissées par la guerre. Elle ne fut pas du tout représentée à la Conférence de la Paix en 1919 où les puissances impérialistes victorieuses se repartaient le monde. Son sort fut donc à nouveau décidé unilatéralement. Mais c'était méconnaître la volonté populaire qui n'entendait pas de cette oreille que les puissances dites « grandes » décident de son sort, sans qu'elle y ait participé. Le 21 janvier 1920, les patriotes albanais convoquent dans la ville de Lushnë un congrès national historique qui dit : NON à la face des impérialistes (pour empêcher les grandes puissances d'intervenir, les patriotes albanais, firent croire qu'ils étaient très nombreux, en allumant le soir plusieurs écoles et édifices publics, faisant croire aux occupants à un nombre important de participants, alors qu'ils n'étaient qu'une poignée décidée à agir).

Le Congrès ainsi réunit prit des décisions importantes et énergiques. Dans la région de Vlorë, considérée par les occupants italiens comme le Gibraltar de l'Adriatique, éclata en juin 1920 un soulèvement qui avait pour objectif la libération du pays. Les insurgés albanais grâce à leur héroïsme, à leur courage et leur détermination, vainquirent les Italiens. Malgré les forces considérables dont ceux-ci disposaient. Le gouvernement italien entra alors en négociation avec le gouvernement albanais et signa en août

1920, un accord stipulant le retrait de ses troupes des zones occupées, et reconnut l'indépendance et l'intégralité du territoire albanais.

A partir de cette victoire, voulue et organisée par le peuple, les couches démocratiques, qui étaient en opposition avec les forces réactionnaires, menèrent une lutte résolue pour engager le pays dans la voie du progrès, de la démocratisation et afin de sortir le pays de l'état féodal dans lequel il se trouvait. Les forces progressistes bénéficièrent de l'appui du peuple qui tentait de s'affranchir de l'oppression féodale des Beys.

De 1920 à 1924, un important mouvement populaire antiféodal se développe, pour aboutir, en 1924, à une révolution démocratique bourgeoise qui fut la première de la péninsule balkanique. Ce premier gouvernement avait un programme démocratique et promettait la mise en œuvre de vraies réformes progressistes.

Malheureusement, les puissances impérialistes crurent bon d'intervenir une fois de plus contre ce jeune Etat progressiste, par l'intermédiaire de réactionnaires et de féodaux du type d'Ahmet Zogu, secondé par l'armée yougoslave, et renversèrent le gouvernement présidé par Fan Noli et installèrent un pouvoir réactionnaire et antinational.

En 1928, fut instaurée la monarchie, Zogu se proclama roi des Albanais. Ce fut un dictateur, un despote de type oriental, un « petit sultan » comme l'appelaient ironiquement le peuple albanais. Inutile de dire qu'un tel système de gouvernement ne pouvait apporter au peuple que misère, pauvreté, chômage, oppression, violence, injustice et corruption... puis la faim, la maladie. Toute la démagogie faite autour de prétendues réformes, et les promesses jamais tenues n'y changèrent rien.

En politique étrangère, le gouvernement Zogu appuyé sur les baïonnettes étrangères, avait les mains liées avec ses alliés réactionnaires. Il fut obligé de pratiquer une politique de porte ouverte vis-à-vis des puissances étrangères qui le soutenaient. A partir de 1926, les monopoles italiens se voyaient accorder une série de concessions, qui leur permettaient l'exploitation du sous-sol, ainsi que des monopoles bancaire, commercial et agricole. En 1927, profitant de leur avantage, les Italiens signaient avec Zogu un « traité d'alliance défensive » qui donnait carte blanche à l'Italie pour intervenir en Albanie en cas de besoin ; c'était livrer l'Albanie à la convoitise des fascistes italiens. A la suite de cet accord, les missions militaires et les organisations fascistes furent de plus en plus nombreuses dans les rangs de l'armée et de l'administration albanaises.

Elles préparèrent ainsi l'occupation totale du pays qui eu lieu le 7 avril 1939. Le roi Zogu s'enfuit alors à l'étranger laissant son peuple sans défense.

L'occupation fasciste fut une tentative d'italianisation du pays, appuyée par la terreur et la diffusion de l'idéologie fasciste, qui tendait à traduire concrètement la vieille politique romaine mue par l'ambition de faire de l'Adriatique un lac italien. Un an après l'occupation du pays par les hordes fascistes, le nombre d'ouvriers italiens dépassait celui des ouvriers albanais. Mais le peuple albanais toujours vigilant ne fut pas dupe, de la politique fasciste ; il s'organisa à nouveau pour reconquérir sa liberté et chasser l'envahisseur étranger.

Cité Universitaire Internationale Halte à la Répression !

Le 11 octobre 1969, les résidents de la Maison d'Afrique de la Cité Universitaire Internationale, boulevard Joudan, ont décidé l'occupation des locaux administratifs de leur pavillon pour protester contre la gestion scandaleuse du docteur Agbotan (directeur nommé par les ambassades des gouvernements africains à la solde de l'impérialisme français) : déficit, compression arbitraire du personnel d'entretien, contre son administration despotique et ses pratiques de division des résidents sur bases régionalistes (il introduisit du personnel administratif et des « résidents » sur recommandations d'Aujoulat, ancien député des colonies, intimement lié à Foccard).

Appelés par Agbotan et le délégué général de la C.I.U.P. (Cité Internationale Universitaire de Paris), Marthelot, les flics embarquent sept camarades de comité d'action de la Maison d'Afrique qui furent transférés à la P.J. où Agbotan, présent, les injurie, donne gracieusement à la police une « liste noire » de résidents jugés « subversifs » et porte plainte contre eux pour... séquestration, cela uniquement pour charger les camarades d'un délit de droit commun. En fait, Agbotan, le matin de sa « séquestration » s'entretenait avec Marthelot.

Sous la pression des manifestants exigeant la libération des camarades, eux, réellement séquestrés à la P.J. et la démission du directeur-indicateur-flic Agbotan, Marthelot fit libérer les camarades (sans préjudice de poursuites).

D'autre d'ailleurs furent convoqués à la P.J. deux jours plus tard.

A l'issue du meeting protestant contre ces provocations, une manifestation groupant des progressistes de la cité et de l'extérieur, scanda aux portes de l'indicateur : « Libérez les chambres », « Agbotan démission » !

Aussitôt, 50 C.R.S. casqués cernent la maison, tandis que des flics en civil entrés par l'appartement de l'économiste, retournent dans les étages, embarquent sept camarades, et vers 3 heures du matin, guidés par Agbotan, se présentent à la porte des membres du C.A., qui heureusement, s'étaient fait introuvables dans la maison.

Agbotan, dans son rôle d'indicateur-flic, se conduit en serviteur zélé du gouvernement français et de ses marionnettes installées en Afrique. Il dénonce les progressistes africains, les fait fichier et grâce à la police française mène un chantage honteux à l'expulsion. Mais les camarades de la Maison d'Afrique sont fermement décidés à chasser ce fantôme, rejoignant par là la lutte de leurs peuples contre le néocolonialisme français en Afrique.

A bas la répression policière !
Agbotan démission !

Le peuple Laotien chassera l'envahisseur yankee !

Depuis mars dernier, la guerre s'est intensifiée au Laos. Les agresseurs impérialistes américains ne se contentent plus de bombarder et de mitrailler « tout ce qui bouge » dans la zone libérée du Laos (les trois quarts du territoire et la moitié de la population), ils ne se contentent plus d'aider la clique de Souvanna-Phouma par l'intermédiaire de techniciens (sic) militaires.

Depuis le printemps dernier, en effet, l'intervention des forces armées U.S. et des fantoches thaïlandais et autres se fait au grand jour. Ainsi que l'a souligné Phoumi Vongvichit, secrétaire général du Comité central du Front patriotique laotien dans un message adressé le 20 octobre aux pays membres de la Conférence de Genève, les troupes de Souvanna Phouma, en pleine débâcle, ont reçu le renfort de quatorze mille militaires U.S. dont deux mille « conseillers », cinq mille soldats thaïlandais, des commandos sud-vietnamiens, des troupes de Tchong Kai-chek et des « spécialistes » philippins.

Ce sont des officiers U.S. qui établissent les plans d'opération et assument en fait la direction des combats, cantonnant les forces de Souvanna-Phouma dans un rôle de comparse, analogue à celui joué par les forces fantoches de l'administration de Saïgon au Sud-Vietnam.

La C.I.A. a loué, pour faciliter ces opérations, les services de deux compagnies aériennes privées (Air-America et Continental Lines). Elle ravitaille en outre en armes et munitions, les bandits du « général » Vang Pao, sorte de seigneur de la guerre qui se livre, sur les arrières des forces Pathet-Lao et neutralistes patriotiques, à toutes sortes d'exactions et de massacres.

La violence de cette intervention a permis aux agresseurs de s'emparer, provisoirement, de certaines régions du Centre (plaine des Jarres) et du Sud (Tchépoune) du Laos.

Mais l'expérience de la guerre populaire, en Chine et au Vietnam comme au Laos même, prouve que si forts en apparence que soient les impérialistes, ils ne sont, en fait, que des tigres en papier.

Les impérialistes français ont mené pendant huit années une féroce guerre d'agression contre le peuple vietnamien, à une époque où celui-ci était presque sans armes, et « adossé » à la Chine de Tchong Kai-chek (Jusqu'à la fin 1949). Ils ont publié tant de communiqués de victoire que dix numéros de ce journal ne suffiraient pas à en reproduire le texte, même résumé.

Ils ont pourtant été chassés du Viêt-nam et aussi du Laos.

La lutte actuelle du peuple laotien contre les impérialistes yankees est la suite historique directe de celle menée victorieusement contre l'impérialiste français.

Depuis un quart de siècle, le peuple laotien mène donc une lutte prolongée, et ce ne sont pas les coups de boutoir des forces yankees et fantoches qui en viendront à bout, même si elles lui causent de nouvelles souffrances.

De plus, les gouvernements satellites des U.S.A. (thaïlandais, malaisien, philippin, indonésien, etc.) sont eux-mêmes aux prises avec le développement de la lutte armée du peuple, dans leurs pays respectifs.

En outre, la Chine Populaire constitue le grand arrière du peuple laotien (comme du peuple vietnamien) et accorde à la lutte du peuple laotien une aide fraternelle et multiforme.

Au cours de la réception offerte par la délégation économique et culturelle chinoise à Xieng-Khouang (zone libérée du Laos) le 7 octobre dernier, les responsables politiques et militaires du Laos en lutte l'ont d'ailleurs souligné en termes chaleureux.

Le général Sinkapo, commandant du quartier général de la région militaire de Xieng-Khouang de l'A.P.L. du Laos a beaucoup loué les grandes vic-

toires remportées par le peuple chinois sous la direction clairvoyante du président Mao Tsé-toung. Ces victoires ont stimulé et encouragé les luttes révolutionnaires des peuples opprimés, a-t-il souligné. Les relations d'amitié liant les peuples Lao et chinois se sont forgées au cours des luttes révolutionnaires, a-t-il ajouté. Le peuple Lao considère les victoires et les succès du peuple chinois comme les siens.

En ce moment où le peuple Lao résiste à un ennemi impitoyable, c'est-à-dire au moment où la révolution du peuple Lao atteint une étape d'épreuves sévères et complexes, l'aide du Parti Communiste, du gouvernement et du peuple chinois à la lutte révolutionnaire du peuple Lao revêt une signification plus importante encore et il les a remerciés de cette aide. Il a souhaité enfin une longue vie au président Mao Tsé-toung, grand dirigeant du peuple chinois.

De son côté, le colonel Deuane, commandant des forces neutralistes patriotiques, a noté que sous la direction du Comité Central du Parti Communiste



Les Combattants du Néo-Lao Haksat (Front des Forces Patriotiques Laotiennes).

Chinois avec le président Mao comme chef et le vice-président Lin Piao comme chef-adjoint, le peuple chinois était uni comme un seul homme et allait résolument de l'avant, conformément à la ligne révolutionnaire prolétarienne définie par le président Mao. Les grands succès qu'a remportés le peuple chinois au cours de ces vingt dernières années ont encore renforcé la confiance de tous les révolutionnaires en lutte pour la libération et les ont immensément encouragés. Les forces neutralistes patriotiques Laos saluent avec chaleur les succès du peuple chinois et les considèrent comme les leurs. Le colonel Deuane a également souhaité une longue vie au président Mao, grand dirigeant du peuple chinois.

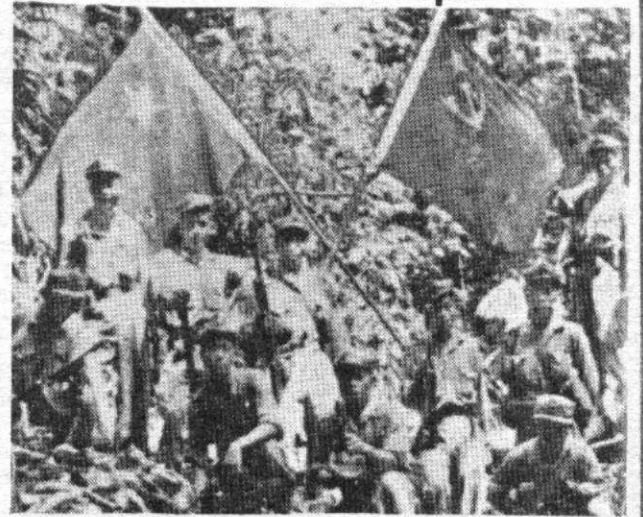
Oui, la grande Chine Populaire soutient la lutte du peuple laotien. Les anti-impérialistes de tous les pays, y compris les U.S.A., la soutiennent aussi, et avec une vigueur croissante.

Dès lors, quelle que soit la frénésie des efforts de l'impérialisme américain au Laos, son agression est condamnée à subir un échec aussi lamentable que celui au Viêt-nam.

Le peuple laotien vaincra les agresseurs U.S. et fantoches !

Soutenons sa juste lutte !

Malaisie : Les réactionnaires malais dans l'impasse



Combattants du Parti Communiste (marxiste-léniniste) Malais.

En mai et juin derniers, le gouvernement des féodaux malais Abdul Rahman et Abderrazak, avait organisé de véritables pogroms à l'encontre des populations d'origine chinoise et indienne, causant des centaines de morts et des milliers de blessés. La semaine dernière, ce gouvernement vient de se signaler par une nouvelle mesure fasciste et raciste : plus de 100 000 travailleurs étrangers vont être « légalement » privés de leur emploi et empêchés d'en trouver un autre. Cinq cents mille personnes, en comptant les familles, sont touchées par cette mesure. Comme il s'agit de travailleurs très pauvres, ils n'auront pas davantage la possibilité de retourner dans leur pays d'origine (Inde, Indonésie, Thaïlande, etc.) où, d'ailleurs le chômage règne également.

Les raisons de cette mesure ? Selon les chiffres officiels, 26,3 % des Malais de 15 à 19 ans et 13,8 % de ceux de 20 à 24 ans n'ont pas d'emploi. Les féodaux, en prenant cette mesure xénophobe, espèrent diviser le peuple travailleur et le détourner des causes véritables du chômage et du sous-développement : l'état féodal de l'économie, en particulier à la campagne, et l'exportation des richesses du pays (étain, caoutchouc, thé, coprah, etc.) par les impérialistes britanniques et américains.

Le gouvernement malais « admet la possibilité de troubles », mais compte sur son armée et sa police (entraînée par des instructeurs israéliens !) pour y faire face.

Pourtant, sa situation est déjà très précaire, compte tenu du fait qu'il n'a jamais pu venir à bout de la lutte armée dirigée par le Parti Communiste de Malaisie, vieille de plus de 20 ans déjà.

Les revers subis lors de l'intervention massive de l'armée britannique, au cours des années 50, n'ont pas entamé l'essentiel des forces révolutionnaires. Maintenant, le gouvernement fantoche de Malaisie, aux prises avec des difficultés insurmontables, en est réduit à prendre des mesures qui, au lieu de diviser le peuple, l'uniront encore davantage et élèveront sa conscience politique et sa combativité.

Le moment n'est plus éloigné où la clique sanglante d'Abdul Rahman-Abderrazak et ses maîtres impérialistes seront balayés par le peuple malais, enfin débarrassé de ses chaînes séculaires.

Quant aux révisionnistes soviétiques, si prompts à « reconnaître » le gouvernement fantoche de Kuala Lumpur et à le traiter avec faveur, le peuple malais ne les invitera pas à la fête, car il les a, lui aussi « reconnus » pour ce qu'ils sont : des traîtres à la lutte de libération nationale des peuples opprimés, des renégats du communisme.

Bolivie : indépendance ou démagogie ?

Le général Ovando Candia, chef des forces armées boliviennes a pris le pouvoir le 25 septembre 1969, renversant le très falot président Siles Salinas.

Ses premières mesures ont un caractère nationaliste et démagogique, mais ont une certaine portée positive :

— abrogation du code pétrolier et menaces de nationalisation totale ou partielle de la Compagnie Américaine Gulf Oil ;

— rétablissement des droits des organisations syndicales des mineurs de l'étain et promesse de retrait des troupes occupant certaines régions minières (Cotavi, Siglo, Veinte) ;

— dissolution d'une milice paramilitaire, le FURMOD, force anti-insurrection.

Ovando a, en outre abondamment employé les mots de révolution, intérêt national, anti-impérialisme, etc. Il n'en faut pas plus pour que les bonzes réformistes et corrompus de la Centrale Ouvrière Bolivienne saluent le pronunciamiento d'Ovando comme « une brèche démocratique qui doit être mise à profit pour reconstruire le pouvoir ouvrier ».

Les révisionnistes boliviens adopteront sans doute une attitude analogue. Leurs homologues péruviens ont fait de même à l'égard de la junte militaire « nationaliste » du général Velasco Alvarado.

Les révolutionnaires, boliviens ou péruviens, eux, ne se payent pas de mots et n'aideront pas des militaires démagogues à tromper le peuple.

Ovando Candia, en tant que chef des forces armées est co-responsable avec le président d'alors (Barrientos, mort

depuis), de l'assassinat après sa capture, du commandant Ernesto Che Guevara, et de la répression sanglante qui s'abattit à plusieurs reprises sur le prolétariat bolivien et notamment, les mineurs de Poposi, les cheminots de Cochabamba. Alors quand Ovando Candia vient leur tenir un tel langage, ils savent à quoi s'en tenir sur sa portée réelle.

Mais le seul fait qu'apparaissent maintenant en Amérique latine des régimes comme ceux du Pérou ou de la Bolivie est significatif. Les régimes « gorilles » (Brésil, Argentine, Nicaragua, Haïti, etc.), ou pseudo-démocratiques (Chili, Mexique, Uruguay, Venezuela, etc.), se sont avérés rigoureusement incapables de juguler la lutte révolutionnaire et anti-impérialiste des masses latino-américaines, même en faisant couler des flots de sang, comme à Mexico l'an dernier, ou à Rosario (Argentine) cette année. L'enlèvement récent de l'ambassadeur yankee à Rio de Janeiro et la perte complète de la face des militaires fascistes brésiliens a montré au monde entier la vulnérabilité et l'impuissance de tels régimes.

La venue au pouvoir de militaires, « nationalistes » et « antiyankees », instaurant ce que certains observateurs ont appelé un nassérisme latino-américain, cela peut être une solution de rechange.

Au prix de quelques plumes arrachées à l'aigle yankee, — celui-ci faisant contre mauvaise fortune bon cœur, — la bourgeoisie latino-américaine prolongerait son règne, les masses populaires étant conviées à le soutenir au nom du « nationalisme ». En d'autres temps, les impérialistes américains auraient mis « bon ordre » à tout cela en

imposant, au besoin par la force des armes, un « caudillo » entièrement à leur dévotion. Aujourd'hui, ils s'accrochent de régimes tels que celui de Lima ou de La Paz, parce qu'ils constituent un moindre mal.

Quant aux révisionnistes soviétiques, ils n'ont pas attendu pour manifester bruyamment leur soutien au régime puruvien. Ils ne tarderont guère à faire de même pour le régime bolivien. Celui-ci, par la bouche du général Ovando, vient justement d'annoncer son intention de rétablir les relations diplomatiques avec Moscou, Varsovie, etc., et La Havane.

Pour les révisionnistes, qui craignent la révolution comme le feu, et qui, par ailleurs, ne sont pas mécontents de s'implanter commercialement en Amérique latine, les régimes à la Ovando sont une bénédiction : ils s'ouvrent aux managers du social-impérialisme, tout en s'opposant à toute révolution véritable qui remettrait en cause la co-domination soviéto-yankee. Mais les révolutionnaires, s'ils se réjouissent des difficultés croissantes de l'impérialisme en Amérique latine, ne se font pas d'illusion sur les anti-impérialistes à la Ovando.

C'est pourquoi, tout en soutenant toute initiative susceptible d'affaiblir l'impérialisme, ils se gardent de prendre les moyens pour la fin, et poursuivent la lutte contre toutes les oligarchies locales, quelle que soit leur parure idéologique ou « nationaliste ».

PALESTINE VAINCRA

VIVE LA JUSTE LUTTE ARMÉE DU PEUPLE PALESTINIEN !

A BAS LES TRAITRES DU POUVOIR FANTOCHE DU LIBAN !

HORS DE FRANCE LE RACISTE ET FASCISTE BEN GOURION !

Le peuple palestinien lutte depuis des années pour libérer sa patrie la Palestine, d'où il a été chassé par le sionisme, agent de l'impérialisme au cœur du monde arabe.

L'Etat fantoche d'Israël, qui compte dans son armée de nombreux officiers américains, n'est que le gendarme de l'impérialisme U.S. et international au Moyen-Orient. Sa mission est d'empêcher l'émancipation révolutionnaire des peuples arabes, pour conserver aux monopoles capitalistes occidentaux leurs privilèges sur l'exploitation du pétrole.

L'attitude du pouvoir réactionnaire du Liban, qui a fait de ce pays une autre « base impérialiste » au Moyen-Orient et qui n'a pas hésité en 1958 à faire appel aux troupes U.S., vient de démasquer l'autre ennemi des peuples arabes : les gouvernements bourgeois ou féodaux arabes qui sont vendus à l'impérialisme, et par conséquent complices de la mission d'oppression du sionisme.

Mais en réalité ceux qui tirent les ficelles sont les « Quatre Grands » (U.S.A., Grande-Bretagne, France et U.R.S.S.), qui ont tout intérêt à imposer une solution « pacifique » sur le dos du peuple palestinien pour rétablir la « paix » au Moyen-Orient et pouvoir se partager les profits de l'exploitation du pétrole. Ce qu'ils essaient de réaliser, c'est un nouveau « Munich » moyen-oriental aux dépens des peuples arabes.

Pompidou, ex-directeur de la banque du sioniste Rothschild, grand capitaliste, tolère Ben Gourion ce week-end à Paris, et a déjà accepté de livrer des armes françaises aux agresseurs sionistes comme aux fantoches libanais.

A cette occasion, des résidus de l'O.A.S., les anciens criminels de guerre d'Indochine ou d'Algérie, les ex-collabos des nazis et de Vichy qui ont d'ailleurs sur la conscience l'assassinat de milliers de citoyens nés de religion juive, les prétendus « hommes de gauche » de la social-démocratie pourrie, tout ce beau monde

s'unit pour accueillir à bras ouverts le représentant des assassins de Déir Yassine (massacre de milliers de femmes et d'enfants palestiniens). Avec Ben Gourion, ils vont tenter de relancer une campagne de soutien au sionisme et à l'impérialisme israélien.

Mais les travailleurs français et immigrés lutteront ensemble pour démasquer cette entreprise raciste et colonialiste (Ben Gourion va en effet demander que des Français nés de religion juive rejoignent l'armée israélienne qui occupe les territoires arabes de la Palestine et des Etats voisins).

La lutte des Palestiniens est juste. Leur principale organisation El Fath a déclaré le 1^{er} janvier 1969 que : « Les Palestiniens combattent pour la création d'un Etat laïc où populations de religion juive, catholique et musulmane auront les mêmes droits. » Ils luttent pour recouvrer l'indépendance nationale de leur pays.

Nous, communistes marxistes-léninistes, qui avons combattu les armes à la main les nazis, et exprimé dans des actes concrets notre solidarité avec des citoyens nés de religion juive (pratiquants ou non) proclamons qu'en aucun cas les crimes abominables des nazis contre les juifs ne peuvent être invoqués pour justifier les crimes des sionistes contre les peuples arabes.

Travailleur, que tu sois né de religion chrétienne, juive ou musulmane ou que tu sois athée, comprends que cette guerre oppose des peuples opprimés à l'impérialisme. Elle est une manifestation de la lutte des classes à l'échelon mondial.

Contre l'exploitation de l'homme par l'homme, contre le racisme quel qu'il soit, contre le capitalisme, unissons-nous pour la révolution mondiale, pour le socialisme !

A bas l'impérialisme, le sionisme et le racisme !

Vive la juste lutte de libération nationale du peuple palestinien !

Vive l'union des peuples arabes contre l'impérialisme, le sionisme et leurs complices arabes féodaux ou grands bourgeois !

Vive la solidarité active des peuples français et arabes !

Palestine vaincra !

Humanité Rouge

(Tract distribué à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires.)



Ci-dessus : Combattants palestiniens.



Soldats du gouvernement fantoche libanais dans les rues de Tripoli.

IL Y A 15 ANS...

Le peuple Algérien déclenchait sa guerre révolutionnaire anticolonialiste

Le 1^{er} novembre 1954, le peuple algérien déclenchait dans les Aurès les premières actions armées qui allaient le conduire à la victoire de sa guerre de révolution nationale anticolonialiste.

Avec de simples fusils de chasse, voire même des fourches, les fellahs des montagnes se lançaient à l'assaut de l'armée française équipée avec les armes les plus modernes.

Cette guerre du peuple contre l'oppression du pouvoir impérialiste qui exploitait en même temps la classe ouvrière et les masses populaires de notre pays a fourni la démonstration historique concrète de multiples enseignements.

Tout d'abord les héroïques patriotes algériens ont prouvé que le colonialisme n'était, stratégiquement, qu'un tigre en papier nullement invincible. Un million et demi d'enfants de ce peuple fier et résolu ont donné leurs vies pour sa libération, mais combien auraient été les innocentes victimes du racisme et de l'exploitation étrangère si s'était trouvée maintenue et perpétuée la domination colonialiste.

Combien de victimes sont tombées du fait colonialiste ? du colonialisme de 1830 à 1954 ? Il est certes assuré que le chiffre est très supérieur à celui consenti en sept ans de combat par le peuple algérien en armes, de 1954 à 1962.

Par ailleurs, leur juste combat a contraint le révisionnisme à démasquer sa nature contre-révolutionnaire au service de la bourgeoisie. En refusant d'apporter son soutien sans réserve aux travailleurs algériens en lutte, en allant jusqu'à les trahir comme en mars 1956 lors du vote des « pleins pouvoirs » à Guy Mollet, le Parti « Communiste » Français a rompu délibérément avec l'internationalisme prolétarien, avec les principes marxistes-léninistes. En « colonisant » lui-même le Parti « Communiste » Algérien, il l'a empêché de se placer à la tête du mouvement révolutionnaire et l'a discrédité complètement aux yeux de son peuple.

Du même coup, les combattants algériens ont fait l'expérience de la nécessité historique de « compter sur ses propres forces », ce qui, bien entendu, ne dimi-

nue en rien la culpabilité traîtresse des dirigeants révisionnistes.

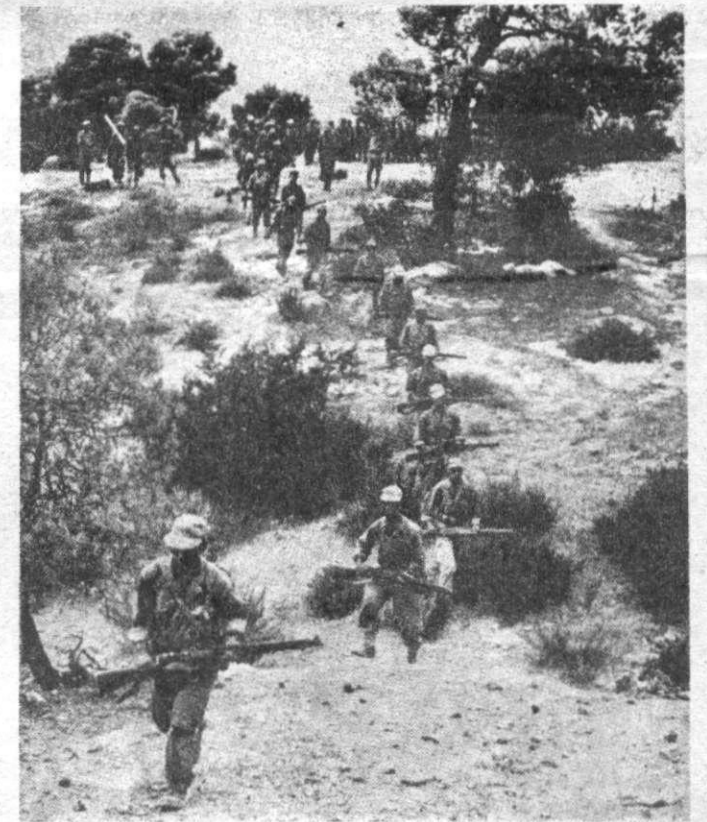
Les ouvriers immigrés algériens n'oublieront jamais la journée du 17 octobre 1961 qui fut pour eux l'occasion de se dresser par dizaines de milliers, en plein Paris, contre le pouvoir colonialiste qui tentait d'écraser leur peuple dans le sang et le feu de ses armes ultra-modernes. Ce jour-là, les dirigeants fausement communistes firent tout pour empêcher la classe ouvrière française d'intervenir activement aux côtés de ses frères algériens, mais dans quelques cas particuliers ils ne furent pas écoutés et ceux, peu nombreux alors, qui allaient bientôt constituer les premières organisations marxistes-léninistes, se trouvèrent quand même aux côtés des manifestants. Les nombreux algériens tués et disparus au cours de cette journée, désormais historique, doivent être honorés par le prolétariat comme de purs combattants de la révolution anticapitaliste dans notre pays.

Aujourd'hui comme hier la nécessité de l'alliance de combat entre les travailleurs algériens immigrés et les travailleurs français, contre leur commun exploiteur capitaliste est une juste nécessité historique, ici même en France.

Les marxistes-léninistes français refusent de s'ingérer dans les affaires extérieures du peuple frère algérien, mais ils savent que l'existence et l'action d'un authentique Parti Marxiste-Léniniste Algérien constituerait le meilleur instrument au service des intérêts de classe du prolétariat algérien, ouvriers des villes et paysans pauvres étroitement unis.

En aucune manière cependant, sa constitution ne saurait intervenir à l'initiative de militants français. Ce sont les ouvriers et les intellectuels révolutionnaires algériens qui ont désormais cette mission historique, et eux seuls.

En tout état de cause et en notre qualité de marxistes-léninistes, nous saluons avec chaleur et respect l'anniversaire du déclenchement de la juste guerre révolutionnaire de libération nationale du peuple algérien, devenu fête nationale de l'Algérie indépendante.



Ci-dessus : Combattants algériens.

Ci-dessous : La manifestation des camarades algériens du 17 octobre 1961.

